



YouTube



Dimanche

8 octobre 2023

20 pages

No 592

Gratuit

Fluctuation des prix des carburants

La politique yoyo du gouvernement dénoncée

- **Vinaye Ancharaz, économiste: « Il y aura un impact inflationniste encore plus fort »**
- **Le professionnalisme du PPM remis en question**
- **L'ACIM maintient la pression et réclame l'abolition et la révision de certaines taxes**
- **Nasser Moraby, président de l'APB : « 9 sous pas pe fouti remboursé, aster Rs 5 zot pou donné ? »**



Municipalités

Le courant ne passe plus parmi les conseillers, souvent du même bord

Jugement sur la sodomie

Le Maulana Shameem Khodadin: « Que le rapport sur la conférence de Genève où participait la ministre F. Jeewa-Daureeawoo en 2018 soit rendu public! »



Premier League

Arsenal vs Manchester City

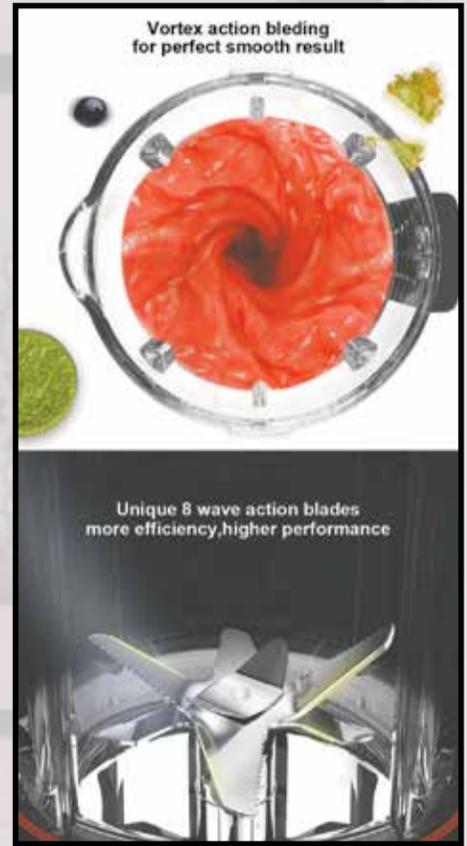
Duel de choc en perspective

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious easy operation



Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House
54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Hausse du prix du diesel

Vinaye Ancharaz : « Il y aura un impact inflationniste encore plus fort »

Le prix de l'essence a connu une baisse de Rs 3,10, passant de Rs 72,10 à Rs 69, tandis que le prix du diesel a augmenté, passant de Rs 60 à Rs 63,95. Il est important de noter que le prix du diesel avait déjà augmenté le samedi précédent, le 30 septembre 2023, passant de Rs 54,55 à Rs 60. La question qui se pose est de savoir quel sera l'impact de cette augmentation sur la consommation, malgré les demandes de réduction des prix des carburants. Alors que la population fait déjà face à un coût de la vie élevé, cette nouvelle hausse ajoute une pression supplémentaire sur les budgets des ménages, et devrait également avoir un effet sur le coût de la vie en général.

L'économiste Vinaye Ancharaz, explique que le taux d'augmentation de l'essence, dont le prix était passé de Rs 69 à Rs 72,10, pour finalement baisser à Rs 69, est de 4%. Quant au diesel, dont le prix était passé de Rs 55,54 à Rs 60, puis à Rs 63,95, ce qui fait une hausse d'environ Rs 3,95 par litre, représente un taux de d'augmentation de 10%. Il reconnaît que les prix internationaux du pétrole ont accusé d'une hausse et que le dollar américain s'est apprécié vis-à-vis de la roupie. Il critique néanmoins le fait que le gouvernement répercute rapidement ces hausses sur les consommateurs, mais ne réduit pas les prix lorsque les coûts diminuent sur le marché local. Il affirme que le gouvernement n'a pas la volonté de faire baisser les prix, et que c'est pour cela qu'il a fait peser cette hausse sur le dos des consommateurs.

Le consommateur est toujours perdant dans cette situation, souligne l'économiste, puisque que le gouvernement n'a pas la volonté de réduire les prix car sa situation financière est inexplicable. Il prévoit que

cette hausse des prix du carburant aura un effet domino sur d'autres produits, ce qui entraînera une augmentation de l'inflation. Selon Vinaye Ancharaz, la situation est le résultat de l'incompétence du gouvernement et de la 'State Trading Corporation' (STC), qui n'a pas de réserves suffisantes pour faire face à la fluctuation des prix internationaux du pétrole. Il souligne que le 'Price Stabilization Account' de la STC est déficitaire de plus de Rs 5 milliards, et



que l'augmentation des prix du carburant aura un effet cascade sur d'autres produits, provoquant une hausse des prix et une pression inflationniste.

Il ajoute qu'étant donné que les réserves dans le 'Price Stabilization Account' ont été puisées, alors la STC n'a pas suffisamment de fond pour palier l'achat, et que de ce fait elle n'a pas le choix que de passer cela aux consommateurs. « Il y aura un effet cascade, un effet domino, ce qui mènera à la hausse des prix de plusieurs autres produits. Il y aura une certaine poussée inflationniste. De plus, le prix CIF est de Rs 36,60, et le prix à la pompe de Rs 72,10, ce qui montre qu'il a presque doublé. Cette différence est due à une série de taxes et contributions, soit l'excise duty, contribution pour la RDA, et ainsi de suite. La taxe n'est

pas calculée sur le prix du CIF, mais au prix vendu à la pompe. C'est-à-dire que le gouvernement est en train d'ajouter des taxes additionnelles. Ena ene tax lor tax. Nous sommes en train de payer doublement la taxe », dit-il.

L'économiste note également que les taxes sont calculées sur le prix de vente à la pompe plutôt que sur le prix CIF, ce qui signifie que les consommateurs paient des taxes supplémentaires, et regrette

l'impact sur les prix du transport. Vinaye Ancharaz soutient qu'on ne pourra faire grande chose. « Il fallait empêcher cette situation dès le début, avant qu'il ne soit trop tard. On doit s'assurer que la roupie ne se déprécie pas davantage. La banque centrale a-t-elle la capacité d'intervenir régulièrement pour stabiliser la valeur de la roupie ? Elle doit jouer son rôle comme il se doit », conclut-il.

Bhim Sunassee : « Bizin paye nou pareil kuma ine paye Betamax »

« C'est ban amateur ki pe gère la STC », dit le président de la 'Petroleum Pricing Association', Bhim Sunassee. Il affirme que les gérants de stations-service ne voient aucune différence avec ces fluctuations de prix (baisse de l'essence et augmentation du diesel). Il remet en question leur capacité à se procurer du carburant à ces prix fluctuants, et leur suggère d'aller en justice pour contester la décision du gouvernement, car ce dernier ne semble pas vouloir respecter l'accord qu'il y en a eu entre le ministère du Commerce et la 'Petroleum Retailer's Association'. « Gouvernement pou bizin paye nou pareille kuma lin paye Bétamax », s'insurge-t-il.

La PRA, qui représente environ 150 propriétaires de stations-service, affirme avoir soumis sa demande au ministère du Commerce il y a un certain temps et espère qu'elle sera acceptée. Ils estiment que les marges de profit actuelles ne permettent pas de faire face à la hausse du coût de la vie et des frais d'exploitation, et que cette augmentation du prix du diesel aura un impact considérable sur la trésorerie des stations-service.

Les prix du transport seront-ils encore une fois affectés ?

Le président de la 'Taxi Proprietors Union', Raffick Bahadoor, exprime sa préoccupation quant à l'impact de cette hausse sur le secteur des transports, et d'autres secteurs. Selon lui, c'est une décision irréfléchie du gouvernement, le prix de l'essence ne pouvant être augmenté et ensuite revu à la baisse en espace d'une semaine. « Bisin aret prend la population pou ban couyon », soutient-il. Il déclare par ailleurs qu'il n'y aura pas d'augmentation immédiate des tarifs de transport, car ils ont déjà du mal à attirer des clients. Ils envisagent de formuler d'autres demandes au ministère des Finances et au ministère du Commerce pour réduire leurs pertes. « Les membres de l'association devraient se rencontrer cette semaine pour établir la liste des réclamations. C'est malheureux de voir que des personnes incompétentes dirigent le pays », ajoute-t-il. Pour lui, cette décision donnera du fil à retordre aux consommateurs, car l'augmentation du prix du diesel aura un effet cascade sur divers autres produits.

Le professionnalisme du PPM remis en question

La décision du gouvernement de faire marche-arrière sur les prix des carburants n'est pas surprenante, puisque ce dossier relevait d'une « hot potato » pour lui. D'autant qu'une des premières personnes à monter au créneau pour dénoncer cette hausse était le leader du PTr, le Dr Navin Ramgoolam. La décision de l'activiste Nishal Joyram d'aller à l'ICAC pour dénoncer une possible caisse noire à la STC et la pression maintenue par des députés de l'opposition, l'ACIM, des opérateurs économiques et

des économistes ont également joué un rôle important dans ce dénouement. Au final, le prix de l'essence a baissé par Rs 3,10 et celui du diesel a augmenté par Rs 3,95. Le ministre des Finances a ainsi annoncé une aide financière de Rs 5/ litre de diesel pour certains opérateurs économiques.

Ce qui laisse perplexe toutefois, c'est le professionnalisme – ou plutôt l'absence de professionnalisme, du « Petroleum Pricing Mechanism » (PPC).

Pourquoi cette instance a-t-elle suggéré une hausse du prix de l'essence à partir du 1^{er} octobre avant de revenir sur sa décision une semaine plus tard, plus précisément le 6 octobre, en se basant sur le même prix de référence, soit US\$ 961,35 ? Le PPC se serait-il rétracté si cela n'avait pas provoqué un tollé parmi la population ? Quelle est la crédibilité du PPC ? La population pourra-t-elle faire confiance à un tel mécanisme à l'avenir ? Les questions restent posées.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Marche-arrière

Le gouvernement se brûlait les ailes avec les dernières hausses qu'il avait imposées sur les prix des carburants le 1^{er} octobre dernier. Une semaine plus tard, il a dû se rétracter en faisant marche-arrière, la queue entre les jambes. Officiellement, dans une énième tentative de duper la population, le gouvernement dit avoir à cœur son intérêt. D'où l'effort supplémentaire que le Premier ministre Pravind Jugnauth aurait demandé à son ministre des Finances Renganaden Padayachy de faire en injectant Rs 200 millions dans le 'Price Stabilisation Account' (PSA). Le but : ramener le prix de l'essence à Rs 69/litre, soit Rs 3.10 moins cher, comme il l'avait d'ailleurs été avant la majoration. Par contre, là où le bât blesse le plus, le prix du diesel a augmenté de nouveau par Rs 3.95/litre, passant ainsi de Rs 60 à Rs 63.95/litre le 7 octobre.

Avec la précédente majoration de Rs 5.45/litre appliquée le 1^{er} octobre, cela fait au total une augmentation de Rs 9.40/litre (Rs 5.45 + Rs 3.95) sur le diesel rien qu'en une semaine ! Pour calmer les ardeurs, puisque l'importante utilisation du diesel dans les transports et les entreprises entraîneront une hausse du coût de production, et par ricochet des prix et de la poussée inflationniste, le gouvernement brandit une carotte : Rs 5/litre seront remboursées par la 'Mauritius Revenue Authority' (MRA) à une catégorie sélecte d'opérateurs économiques. L'impression que veut donner le gouvernement, c'est qu'il œuvre pour soulager les ménages et les entreprises. Mais si tel était effectivement le but recherché, il aurait dû tout simplement enlever certaines taxes qu'il a imposées et cumulées sur les prix des carburants depuis 2014.

Actuellement, les taxes sur l'essence s'élèvent à environ Rs 31. Ce qui représente approximativement 45% du prix de l'essence/litre. Une abolition, ne serait-ce que temporaire, de l'excise duty, qui bouffe Rs 12.20 par litre d'essence, et de la VAT (un vol puisque c'est une taxe imposée sur les toutes autres taxes) qui engloutit, elle, Rs 9 par litre d'essence, comme l'a suggéré le Dr Navin Ramgoolam,

auraient grandement aidé à apaiser la souffrance d'une population de plus en plus appauvrie et endettée, puisqu'elle lui aurait permis d'économiser Rs 21.20 sur le litre d'essence. Ce qui aurait été une baisse conséquente. Si le gouvernement ne le fait pas, c'est parce qu'il ne veut pas se passer des milliards de roupies de revenus que ces taxes lui permettent d'engranger pour financer les dépenses gouvernementales. En fait, il prend bien plus de la population que ce qu'il ne lui donne. Ce qui se résume à « prend bef, donne dizef ».

Il faut aussi rappeler que la STC n'est pas censée remplir les caisses de l'État. Sa mission première consiste plutôt à stabiliser les prix des produits pétroliers, de la farine et du gaz dans l'intérêt de la population. Mais malheureusement, le mécanisme du 'Price Stabilisation Account' (PSA) ne remplit plus son objectif depuis 2021. Les réserves de la STC ont d'abord servi à financer les achats d'équipements médicaux sous 'Emergency Procurement', puis à consolider le « consolidated fund » de la trésorerie publique. Ce qui ne correspond pas au rôle de la STC. Et finalement, elle a dû vider ce qu'il lui restait de sa caisse pour payer les compensations dues à Betamax. Ce qui explique maintenant le déficit de Rs 5,2 milliards du PSA. Raison pour laquelle nous avons, à la fin de 2022 et au début de 2023, continué à payer le prix fort pour les carburants alors que le cours du pétrole avait chuté au niveau mondial. Nous continuerons d'ailleurs à passer à la caisse à chaque fois que le prix du pétrole monte à l'international, ne serait-ce que par un seul dollar, puisque le PSA est vide et déficitaire.

Nous payons aujourd'hui chèrement la gourmandise du gouvernement qui a fait main basse sur les réserves de la STC. Et ensuite son incompétence qui nous a fait reculer en termes de négociations et d'approvisionnement en produits pétroliers, en résiliant le contrat avec Betamax. Nous avançons à reculons alors que les Seychelles nous surpassent, avec leur flotte de quatre pétroliers qui leur a permis de faire des bénéfices de 25 millions de dollars en 2022. Dommage...

Affaire Stag Party

L'ICAC sous pression concernant un éventuel interrogatoire de Maneesh Gobin

Depuis plusieurs mois déjà, soit depuis l'éclatement de cette affaire qui a provoqué la démission et l'arrestation d'un 'Private Parliamentary Secretary' (PPS), Rajanah Dhaliyah, la pression s'accroît, mais encore davantage depuis ces derniers jours. Selon nos informations, l'ICAC serait arrivée à une intersection embarrassante : celle d'une convocation de celui qui avait approuvé le bail de 250 hectares d'un terrain, situé non loin de Grand-Bassin pour le compte d'Eco Deer Park Association. En l'occurrence le ministre Maneesh Gobin. D'autant que sa présence sur les lieux le 12 septembre 2020 a été confirmée. Il y était en compagnie de plusieurs autres personnes.

La raison de sa présence et la capacité dans laquelle le ministre de l'Agro-Industrie s'y était rendu restent néanmoins à être établies. C'est dans ce contexte que le ministre Maneesh Gobin doit être convoqué à l'ICAC. Selon l'enquête en cours, une convocation imminente de l'Attorney General serait inévitable dans les jours à venir. Certains n'écartent pas la possibilité d'une convocation 'Under Warning', comme nous l'avons mentionné dans une de nos précédentes éditions.

Jusqu'ici, Rajanah Dhaliyah a dû, suite à des pressions, démissionner comme PPS avant de se rendre à l'ICAC pour son interrogatoire 'Under

Warning'. Dans un premier temps, il avait tenté de contester sa convocation devant la Cour suprême. Mais il y a essuyé un revers. Après son interrogatoire de deux jours, il a été arrêté et fait désormais face à une accusation provisoire de trafic d'influence. Auparavant, soit en mai dernier, l'ICAC avait procédé à l'arrestation de Rajesh Ramnarain, ex-Chairman de la 'Sugar Investment Trust' (SIT).

Récemment, un des témoins clé dans cette affaire, nommément Keegan Etwaroo, a fait une vidéo en compagnie de l'avocat Sanjeev Teeluckdharry dans laquelle il confirme avoir bel et bien vu Maneesh Gobin durant la soirée du 12 septembre 2020 sur le terrain à bail à proximité de Grand-Bassin. Il explique avoir reçu un appel téléphonique d'un vigile qui se trouvait sur les lieux, et qui l'a informé de la présence du ministre. C'est alors qu'il s'est discrètement rendu au ranch où il a effectivement vu Maneesh Gobin en compagnie de plusieurs autres personnes.

Cette affaire a été minutieusement examinée par les enquêteurs de la commission anti-corruption qui n'écartent pas la possibilité de procéder à un nouvel interrogatoire sur cet aspect jugé crucial pour la suite de cette enquête. De gros développements ne sont pas à écarter dans cette affaire dans les jours ou semaines à venir.

Rs 50 mds du MIC

Rajen Valayden : « Je détiens des informations troublantes ! »

- Un proche du gouvernement ayant bénéficié de ce fonds aurait changé de « business plan » en cours de route

Le journaliste et rédacteur-en-chef de 'Capital Media' s'est dit prêt à fournir des pistes sérieuses aux enquêteurs de l'Independent Commission Against Corruption' (ICAC), si celle-ci accède à l'ouverture de l'enquête qu'il réclame. Rajen Valayden s'est rendu à l'ICAC le lundi 2 octobre, pour faire part, formellement, de sa demande d'enquête selon les dispositions de l'article 20 de la 'Prevention of Corruption Act', sur les fonds décaissés par la 'Mauritius Investment Corporation Limited' (MIC), soit un montant de Rs 50 milliards, alloué à diverses entreprises privées.

« Daprè mo bann source, finn donn 50 milliards pou bann prozè. C'est bann maldonn. Monn touzour dir kot ena maldonn bizin denonse. Monn demann enn lanket lor bann dimounn kinn benefisie bann larzes extraordiner. Pou enn ti dimounn gagn enn loan, li mari difisil, mais sartin dimounn proche ek pouwar gagn bann fasilite, loan, later », martèle-t-il. Il a également mis en avant la demande faite par une Holding étrangère, en association avec une grosse pointure du secteur privé, qui d'ailleurs est sous le coup d'une enquête de l'ICAC depuis 2016, d'une licence bancaire auprès de la Banque de Maurice.

« FMB Capital et ENL cherchent d'obtenir une licence bancaire. Il y en a parmi eux qui avaient déjà fait l'objet d'une enquête de l'ICAC. A l'époque, Harvesh Seegoolam, l'actuel gouverneur de la Banque de Maurice, était le CEO de la FSC (Financial Services Commission). C'était lui-même qui avait initié une enquête sur cette affaire », dit-il. « Certain bénéficier inn sanz zot proze! Et

lorla zot gainn loan à 3.5% l'intérêt. Kifer donn traitman preferenciel à certains dimounn ? », s'interroge-t-il.

Il cite ainsi le nom d'un proche du gouvernement qui avait bénéficié de ce fonds alors que son projet n'était pas lié au secteur systémique. Qui plus est, il aurait même changé son plan initial en cours de route. « Eski li normal ki li sanz so business plan kan inn fini approve lor enn lot plan ? MIC ti suppoze vinn en aid à bann la population pu develop lekonomie ek fer grandi richesse, ici nou trouve ki pe donn zis bann dimounn riche. Zot inn fer enn massacre concernant évaluation terrain de MEDINE ek OMNICANE. MIC donn emprunt ek liem propriétaire terrain. Sa bann compagnie la nek pu fer profit avec l'arzan contribuables ek terrain l'état ! », ajoute-t-il.

Rajen Valayden demande à ce que le rapport de l'évaluateur soit rendu public. « Sa bann evaluation de sa bann terrains la inn vinn inexact, zot inn exagéré ! Rann public ki sa bann évaluateurs ki finn fer sa la ! » exhorte-il. Le rédacteur-en-chef de Capital Media dénonce aussi le fait que plusieurs hôtels sont en profit alors qu'ils doivent de l'argent, et qu'ils sont endettés envers la MIC. « La MIC pe faillir à so purpose ! ». « Pravind Jugnauth kan ti ministre des Finances en 2010 ti dir ki li pu ranz lopital pu bann vie dimounn ! Kan linn revin Premie minis, li pan kapav ranz lopital pou 3eme age, mais dimounn dan so lantouraz fini ranz 3-4 lotel avek larzan kontribiab. Sa se enn krim. Mo pe demann lanket lor sartin mamb Investment Committee MIC ek bann benfisier », conclut-il.

Prix des carburants

L'ACIM maintient la pression et dénonce la « politique yoyo »



L'ACIM a maintenu le rallye qu'elle avait initialement prévu pour dénoncer la hausse du prix de l'essence et du diesel, hier. Les manifestants, dont des députés et membres de l'opposition, ont ainsi défilé dans les rues de Port-Louis pour faire entendre leurs voix.

Intervenant avant le début du rallye, le député Arvin Boolell a déploré la hausse du coût de la vie et la poussée inflationniste que la hausse du prix du diesel va occasionner. Il a, dans la même foulée, dénoncé le contrat alloué à la société MMG par la STC pour la fourniture des carburants.

Jayen Chellum, le secrétaire général de l'ACIM, a dénoncé l'imposition des taxes sur les prix des carburants par le gouvernement actuel depuis



2014. « Même quand les prix avaient dégringolé sur le marché international, le régime a toujours multiplié les taxes. Fine met taxes lor taxes. C'est inacceptable. Zot ti fer nou continué paye taxe pou MID mem quand MID ti nepli existé. Fodé l'ACIM fer pression pou zot tire sa », a-t-il rappelé, en dénonçant la « politique yoyo » du gouvernement.

Jayen Chellum trouve ridicule que le gouvernement ait décidé d'injecter Rs 250 millions dans le 'Price Stabilization Account'

(PSA) alors que ce fonds est déficitaire à hauteur de Rs 5, 2 milliards. Pourtant, la MRA a récolté plusieurs milliards de roupies à travers des taxes imposées sur les carburants. « Pa

ti kapav prend ladans mem pou met dans PSA pou stabilise prix l'essence et diesel », s'est-il demandé, en dénonçant l'effet que la hausse du prix du diesel aura sur le taux d'inflation.

Le parti pris de la MBC, la pression exercée par l'IBA sur les radios privées pour tenter de les museler, le rôle du Speaker au Parlement et la pénurie du riz ration ont aussi été dénoncés par l'ACIM.

Nishal Joyram :

« Le gouvernement pe opère dans la confusion »

Nishal Joyram dénonce la politique de « yo-yo » du gouvernement et de la 'State Trading Corporation' (STC). En l'espace d'une semaine, les consommateurs ont connu une fluctuation sans précédent dans les prix des carburants.

Nishal Joyram dénonce l'opacité et la confusion dans laquelle la STC opère. « Je ne sais pas comment qualifier cela. La loi ne nous permet pas d'augmenter le prix plus de 10%, hors ce qu'a fait la STC pour le diesel est de l'augmenter par 17% en l'espace d'une semaine. C'est malhonnête de la part du gouvernement.

Quand les augmentations se font de moins de 4%, c'est le 'Price Stabilisation Account' (PSA) qui absorbe ce coup, mais au-delà des 4%, ce sont les consommateurs qui en paient les frais. Déjà que le gouvernement a stoppé la subvention du diesel par la PSA, voilà maintenant qu'ils accordent une subvention de Rs 2,40 pour l'essence. C'est une gestion pas éclairée », dénonce Nishal Joyram.

Ce dernier s'est rendu au QG de l'ICAC lundi 2 octobre, à la suite de l'augmentation des prix des carburants du 30 septembre. Il a obtenu un rendez-vous pour le 18 octobre, date à laquelle il portera plainte contre la STC. Selon Nishal Joyram, elle a affiché le prix de \$961 par tonne métrique comme prix de référence, mais paierait \$131 le baril. « Kot sa diférans kas la pe ale ? Dan ki lakes sa pé alé ? eski ena enn la caisse noire », avait précisé Nishal Joyram lors de sa sortie de l'ICAC. Pour rappel, il a mis sa vie en péril lors d'une grève de la faim pour protester contre le refus de la STC et le gouvernement de baisser les prix des carburants en 2022.



Jugement sur la sodomie

Le Maulana Shameem Khodadin: «Que le rapport sur la conférence de Genève où participait la ministre F. Jeewa-Daureeawoo en 2018 soit rendu public!»

Le porte-parole du 'Sunnii Ulama & Aimmah Council', Maulana Shameem Khodadin, monte au créneau concernant un jugement émis par la Cour suprême, autorisant la sodomie entre deux hommes adultes consentants.

Le Maulana Khodadin condamne fermement ce jugement, et rappelle qu'après le mariage 'gay' célébré ouvertement à Caudan en 2013, l'inondation meurtrière du 30 mars 2013 avait fait 11 victimes. Il demande ainsi au gouvernement de prendre

position contre ce jugement et de le contester. Dans la même foulée, le Maulana Khodadin réclame que le rapport d'une conférence à laquelle avait participé la ministre Fazila Jeewa-Daureeawoo le 9 novembre 2018 à Genève soit rendu public. «Dire la population la vérité lor sa rapport la. Et publier rapport la le plus vite», exhorte-t-il.

Il souligne par ailleurs que les services de Me Assad Peeroo, Roubina Jadoo, Shakeel Mohamed, Reza Uteem et Zaid Nazurally ont été retenus



par le SUAC pour contester ce jugement de la Cour suprême.

Le Maulana Khodadin lance un appel solennel à tous les dirigeants de mosquées, d'associations religieuses, des églises catholiques et des temples hindous, et les invite à prendre position afin de protéger la société de ce fléau.

'Assizé bez kas' en raison de sa proximité avec le ministre

Des médecins tirent la sonnette d'alarme

Un 'Regional Public Health Superintendent' (RPHS) se trouve dans le viseur des médecins du secteur public. Dans un courriel adressé au ministre de la Santé, ces derniers, qui se présentent comme des « concerned doctors », s'interrogent sur le rôle de ce RPHS réputé proche du ministre de tutelle. L'officier en question ne se présenterait pas, selon eux, sur son lieu de travail. Par contre, il serait souvent vu dans le bureau d'un haut cadre du ministère, où il passerait le plus clair de son temps à donner des instructions qui ne relèveraient pas de son 'scheme of work'. D'ailleurs, personne ne sait ce qu'il fait, outre mettre son nez dans tout ce qui ne le concernerait pas. D'autant plus qu'il serait le seul, parmi les RPHS, à ne pas figurer sur le 'Roster' pour le 'night shift'. Serait-il protégé en raison de ces liens de proximité avec le ministre concerné ? Les « concerned doctors » se tournent ainsi vers le ministre Jagutpal lui-même pour lui demander d'y mettre de l'ordre.

Augmentation du prix du diesel

Nasser Moraby : « 9 sous pas pe fouti remboursé, aster Rs 5 zot pou donné ? »

Nasser Moraby, président de l'Association des Propriétaires de Boulangeries' (APB), se demande comment les boulangeries vont pouvoir fonctionner avec l'augmentation du prix du diesel, revu à la hausse par la STC et basculant de Rs 60 à Rs 63,33, même si un remboursement de Rs 5 par litre devrait être accordé aux PME et aux opérateurs de certains secteurs. Le président de la APB juge cela inacceptable. « Avant nou kumens travay, nu fini ena enn trou Rs 9,40 la. Nepli ena enn motivation pu travay. Bann ti boulangerie

possèdent leurs propres fourgons, tandis que d'autres font appel à des transporteurs pour livrer le pain dans différents points de vente. « Mo mem mo ena preske 10 vans. Ou imagine ou ki kantite diesel ki nou servi ? si pena nou propre system transport, nou tasse ! Travay la pa fer ek ou perdi client ! », conclut-il.

Survie compliquée

Par ailleurs, les quelque 190 boulangeries à travers l'île peinent à subvenir à leurs besoins. Alors que les

formulé des plaintes auprès du ministère du Commerce, de la STC et de LMLC, ils se sont renvoyé la balle. Aucun test de cuisson approprié n'a été effectué. Ils ont simplement ajouté un 'bread improver' », relate Nasser Moraby. Un 'bread improver', également appelé « améliorant » dans le jargon, a pour rôle de garantir la qualité du pain, quel que soit le processus de fabrication, en apportant volume, croustillant et régularité aux produits finis. Il est composé d'ingrédients (gluten de blé, germe de blé, malt torréfié, farine de soja, levain, levure, fibres, etc.), d'enzymes (amylase, glucose oxydase, etc.) et/ou d'additifs (acide ascorbique, lécithine, etc.).



12 octobre dans une boulangerie à Rose-Hill, durant la journée. Le propriétaire de boulangerie estime que ce test aurait dû être effectué de nuit, car la plupart des boulangeries opèrent la nuit, et les conditions sont différentes de celles de la journée.

« Bizin dimann minis la si gayn la grain sésame gratuit »

Lors d'une émission sur une station de radio privée, la nouvelle ministre du Commerce, Dorine Chokowry, a affirmé n'avoir constaté aucune anomalie concernant la qualité de la farine de la STC. Elle a déclaré avoir demandé une enquête sur la qualité de la farine à la suite des critiques émises par l'APAB. « Jusqu'à présent, nous n'avons constaté aucune anomalie », a-t-elle dit, précisant qu'une enquête sera tout de même menée à travers l'île. Elle aurait ensuite mentionné les 'Fancy Breads', suscitant la réaction de Nasser Moraby, qui estime qu'il faudrait demander au ministre ceci : « Bizin dimann minis la si gayn la grain sésame gratuit. »

Nasser Moraby explique que le sésame se vend à Rs 3300 le sac, la levure à Rs 1575 et l'améliorant à Rs 1403. Un sac de 25 kg de farine acheté directement à la STC coûte Rs 108,85, auxquels il faut ajouter Rs 15 pour le transport.

Nasser Moraby

raconte qu'un

officier de LMLC s'est présenté à sa boulangerie mardi soir, pour une 'observation', après qu'il ait fait des plaintes auprès de la STC. « Linn vini vers 21hr ek noun kummenne petrie la farine. Linn dope améliorant la. Dans place 75g, linn doublé doze la. Pann fer okenn 'proper baking test'. Linn zis vinn get enn cou kuma pu fer. Kan dipain inn fini kwi, a nous grande étonnement, dipain la inn vin bien bon.

Texture, croustillance ti bon », explique le président de l'APAB. Il tient à préciser que cela n'a pas été un 'baking test' formel pour évaluer la qualité de la farine. « Zot inn zis dope améliorant la. Zot kone kot problem la été et sa améliorant la nou aste sa ek Les Moulins de la Concorde em sa. Saki officier la inn fer; linn pren mo ancien stock améliorant, linn donn mwa 2 3 nouvo bal. »

Il explique qu'un 'proper baking test' est prévu le jeudi

propriétaires se plaignent de la qualité de la farine fournie par 'Les Moulins de la Concorde' (LMLC), ses représentants

ainsi que ceux de la 'State Trading Corporation' (STC) semblent chercher à minimiser l'ampleur du problème en utilisant des 'bread improver'. Nasser Moraby s'est rendu au siège de la STC à Ebène mardi 3 octobre pour faire part de ses préoccupations concernant la qualité de la farine fournie par LMLC. Selon lui, cela a grandement affecté la qualité du pain produit, et de nombreux clients ont fait des réclamations en raison de leur insatisfaction.

Le président de l'APAB estime que la STC et LMLC font tout leur possible pour étouffer cet incident. « La qualité de la farine fournie en septembre était catastrophique. Lorsque nous avons

ki pu souffert plis ladan. Pou aste diesel sa prix la, bizin ena le moyen. Kumadir ou pu bizin pren ou kass profit remet dans travay. Kuma ou le sa l'industrie la survive ? », martèle-t-il.

Ce dernier est également critique envers la MRA, affirmant qu'elle est incapable de rembourser les 9 sous par unité de 100g (pain maison) depuis le mois d'août. Il déclare : « 9 sous pas pe fouti rembourse nou, aster pe dir pu rembourse nou Rs 5. Mo servi 2660L diesel par semaine. Fer ou Rs 168,457 ki mo paye par semaine zis pu diesel ! ». Concernant le réseau de distribution des boulangeries, Nasser Moraby tire la sonnette d'alarme. Il explique que certaines boulangeries

Manque de main-d'œuvre : Le casse-tête bangladais

Nasser Moraby, évoque aussi le problème de la main-d'œuvre qui se fait de plus en plus rare : « Si nou compte lor bann mauriciens pu vinn travay dans boulangerie, nou tasse! Nou oblize pran bangladesh. Sa oci kuma zot gayn enn travay lot place zot sove. Depi boku letemps nou pe dir ki bizin ena enn école de la boulangerie kot montrer bann jeunes sa metier la. Nu pu nepli kav survive si pna main d'œuvre. Grande surface pu fini pren partou. Mo déplore le fait ki nepli appel nou pu consultation budgétaire. Kumadir nou nepli ena nou contribution dans sa industrie la ! »

Négligence dans les crèches

Rita Vencatasamy : « Le 'Certificate of Registration' devrait être obligatoirement affiché »

Un incident récent a mis les crèches sous les projecteurs. Au cours de la semaine écoulée, plusieurs cas de négligence envers des bébés ont été signalés. En l'espace de deux jours, deux sont à déplorer, l'un concernant une fillette de trois mois décédée dans une crèche à Stanley Rose Hill le 2 octobre, et l'autre impliquant une fillette de sept mois blessée dans une crèche située à Beau Champs.

La petite Grace Marie Yanaëlle Cadapen est décédée le 2 octobre, lors de son premier jour à la crèche non enregistrée 'Princess Barbie', à Stanley Rose Hill, à la suite d'une asphyxie après avoir consommé un biberon de lait. Le matin, sa mère l'avait déposée en toute confiance avant de se rendre au travail, s'assurant que le bébé serait pris en charge. Dans l'après-midi, elle a reçu un appel lui indiquant que son bébé ne réagissait pas. La petite a été rapidement transportée à l'hôpital, où le décès a été constaté par le médecin. Selon l'enquête de la police, le 'caregiver' qui s'occupait de l'enfant n'était pas qualifié pour ce travail.

L'autre cas concerne une fillette de mois mois qui a été placée sous observation à l'hôpital Bruno Cheong, présentant des ecchymoses sur le visage et le corps. La mère de l'enfant se demande ce qui a bien pu se passer et soupçonne un cas de maltraitance envers sa

fillette. Elle aurait découvert les blessures lorsque qu'elle est venue chercher sa fille à la crèche. Selon le responsable de la crèche, l'enfant aurait fait une chute, ce qui expliquerait ainsi son état.

Il est important de noter que pour qu'une crèche puisse fonctionner légalement, elle doit être enregistrée auprès du ministère de l'Égalité des Genres, du Développement de l'Enfant et du Bien-être de la Famille. Ces réglementations sont stipulées dans l'«*Institution for Welfare and Protection of Children Regulations 2000*», conformément à la «*Child Protection Act*».

Selon Rita Vencatasamy, de l'«*Ombudsperson for Children*», les parents doivent faire preuve de vigilance en vérifiant l'enregistrement des crèches avant de confier leurs enfants. Elle souligne que cela soulève des questions importantes quant à la gestion des crèches

dans le pays, et insiste sur la nécessité d'améliorer la qualité des services offerts par ces établissements. Elle plaide également pour l'activation du cadre légal existant en matière de protection des enfants. Le bureau de l'Ombudsperson recommande une sensibilisation renforcée des parents, et estime que la loi devrait exiger que le 'Certificate of Registration' soit affiché et présenté aux parents comme une assurance. Elle souligne également que toute personne envisageant d'ouvrir une crèche doit être au fait de la loi. En réponse au malaise du 'caregiver' impliqué, elle recommande qu'ils travaillent selon un système de rotation, et qu'ils soient en bonne santé avant de prendre en charge de jeunes enfants.

La députée Stéphanie Anquetil s'interroge, elle, sur la priorité accordée à la protection des enfants par le gouvernement. Elle déplore que sur les 371 crèches à Maurice, 210 ne possèdent pas de permis, soit 57 %. Le ministère compétent avait un délai de quatre ans pour régulariser ces crèches, ce qui soulève des questions sur les actions menées pendant

cette période. Elle estime que si des mesures avaient été prises depuis 2019, ce problème ne se poserait peut-être pas aujourd'hui.

La députée du PTr critique sévèrement la ministre concernée : «*Ministre la in fail* », et souligne son insensibilité face à la situation, en particulier dans le cas du décès de la petite Grace Marie Anaëlle Cadapen dans une crèche illégale. Elle remet en question la présence et l'engagement de la ministre dans cette affaire, considérant comme choquant le fait que cette dernière estime nécessaire d'attendre une plainte pour agir. Elle déplore également son silence, et promet de poser des questions à l'occasion de la rentrée parlementaire.

La députée insiste sur la nécessité de mettre en place un système de surveillance des crèches illégales, et exhorte la ministre de l'Égalité des Genres à prendre ses responsabilités. Elle souligne également le besoin de formations en puériculture pour les 'caregivers' de crèches, et rappelle l'initiative des 'child watch' initiée par Sheila Bappoo lorsqu'elle était au gouvernement, qu'elle compte réexaminer lors de la prochaine session parlementaire.



Criminalité en hausse

Ranjit Jokhoo : « Il y a un manque de policiers formés et qualifiés »

Le pays a été secoué par plusieurs meurtres ces dernières semaines. Le couple Sookur, qui a été tué à son domicile à Vacoas, le meurtre d'Andy Manikon, celui du petit Jayveen Tetarie, âgé de seulement de 12 ans, et plus récemment celui de Swapna Ibrahim Dawood ont fait couler beaucoup d'encre.

L'ancien inspecteur de la 'Major Crime Investigation Team' (MCIT), Ranjit Jokhoo, est d'avis que la force policière est en quelque sorte dépassée. Selon lui, les criminels ont toujours quelques longueurs d'avance sur les policiers. «*Les crimes deviennent de plus en plus sophistiqués. Les policiers sont occupés avec des tâches de moindre utilité, au lieu de se consacrer à résoudre et élucider des crimes* », laisse-t-il entendre. Selon lui, le plus gros problème menant à une hausse

de la criminalité à Maurice est nul autre que la drogue, suivie de très près par la pauvreté. «*Souvent dans bann crimes, ou pu remarke ki bann viktim la c'est bann personnes vulnérables. Bann dimounn ki pa kapav defann zot em. Kan enn toxicoman bizin Rs 2000 par zour pu droguer, li kav fer n'importe quoi* », explique Ranjit Jokhoo

Selon son analyse, il y a un manque de communication et de coordination entre les différentes unités de la force policière. «*Kan bann unités ki deal avec la drogue aret enn dimounn, zot bizin pa contente zot zis ek aret dimounn la. Zot bizin fer en sorte ki zot al au fond du problem. Zordi dans la police ena enn problem d'impunité et enn laxisme. Certain responsables ek haut gradé pa konn motive zot zom. Zot fer enn 'policing' ki manque de qualité et d'efficacité* », dit-il. Il

déplore également le fait que la grande majorité des policiers ne savent pas mener une enquête approfondie.

L'ancien policier explique qu'il y a un grand manque de policiers qualifiés pour faire le travail comme il se doit. «*Ena boku policier ki al suiv bann cours ek bann formation deors, kan zot rod vinn applik saki zot inn appran deors, zot vinn the 'odd element' parmi zot bann collègues. Le grand problem c'est kan bann policier la rentre dans zot 'comfort zone' !* », martèle-t-il. Il est d'avis que ceux qui reviennent de l'extérieur avec des connaissances sur la façon d'exercer le métier de policier devraient les partager et encourager



leur application. «*Je pense aussi qu'il faut plus d'accountability de la part des hauts gradés et des responsables ! Sinon, les policiers deviendront des paresseux et profiteront du système. Après tout, l'exemple vient d'en haut !* », conclut Ranjit Jokhoo.

Municipalités

Le courant ne passe plus parmi les conseillers, souvent du même bord

Les municipalités traversent une crise profonde. Le manque de confiance et de gestion les entraînent vers une dérive sans précédent. Si dans un premier temps, les réunions ressemblent de plus en plus à un brouhaha, les problèmes deviennent plus sérieux lorsqu'il s'agit de la gestion de la ville. Pour Mahmad Khodabaccus, ancien Lord-maire et conseiller municipal à Port-Louis, les nouveaux conseillers municipaux ont été choisis « brik brak ». Il constate également des dissensions parmi les membres du MSM au sein de la municipalité de Port-Louis.

En ce qui concerne le Lord-maire, il préfère ne pas commenter. « *Samem pli pire lekip ki municipalité Port-Louis inn gayne sa. Zot pena ni compétence ni expérience ! Zot enn bann amateurs. Saem lekip pli faible ki mo finn trouve sa. Nepli ena municipalité dans Port-Louis. Nu bizin ena élection municipale pli vit possib. Nou la ville pe al décomposée* », déclare-t-il. Il déplore le fait que les staffs ne sont pas motivés à travailler avec l'équipe des conseillers municipaux en place.

Olivier Barbe :
« MSM em inn divize ! »

La dernière séance du conseil de Beau-Bassin/Rose-Hill qui s'est tenue jeudi a été marquée par une grande tension et a révélé des fractures au sein de la majorité MSM-ML. Cette atmosphère

tendue faisait suite aux accusations de « maldonne » formulées par l'ancien adjoint au maire Nazir Junggee (MSM) à l'encontre de la maire Rajeenne Mootoo-Caroopen (MSM), concernant son éviction du comité des Finances. Ces accusations ont été formulées après une analyse détaillée du rôle supposé de l'élu Ken Fong (ML) dans cette affaire.

Olivier Barbe, du PMSD, affirme que la nouvelle maire de Beau-Bassin/Rose-Hill manque d'expérience et ne comprend pas les procédures du conseil. Selon le conseiller municipal, des conseillers du MSM et du ML se regardent en chiens de faïence, et le MSM est à bout de souffle. « *Nepli ena l'alliance MSM-ML. Dans MSM em inn fini divize !* »

« *Le conseil municipal de Beau-Bassin/Rose-Hill est en pleine crise, et l'administration de la municipalité est inefficace. J'appelle à des élections pour remédier à la situation. Bann citadins ki perdan ladan ! Bann staff municipalité aussi nepli kav travail. Zot choqué après saki inn passé dans*

la semaine. La ville de Beau Bassin/Rose-Hill ne respire plus avec ces amateurs qui sont en charge ! Bizin ena eleksyon ! », dit-il.

Discorde à Curepipe

À Curepipe, la dernière séance du conseil municipal a été marquée par de vifs échanges entre la conseillère Nathalie Gopee (PMSD) et la maire Devika Teewantee-Pabaroo (MSM). Nathalie Gopee accuse la maire d'avoir induit le conseil en erreur en prétendant qu'un rassemblement de maires avait eu lieu à l'hôtel de ville, alors qu'une publication sur la page Facebook du Premier ministre adjoint, Steven Obeegadoo, suggère qu'il s'agissait en réalité d'une réunion politique de l'Alliance Mauricien. Des tensions ont également éclaté entre Nathalie Gopee et l'ancien maire Hans Margueritte.



la semaine. La ville de Beau Bassin/Rose-Hill ne respire plus avec ces amateurs qui sont en charge ! Bizin ena eleksyon ! », dit-il.

Accident impliquant son épouse en 2017

Osman Mahomed accuse la police de machination politique

Osman Mahomed a accusé la police de complot visant sa famille, devant la presse, le vendredi 6 octobre. Dans ce cas précis, il demande qu'une enquête approfondie soit ouverte par l'« *Independent Police Complaints Commission* » (IPCC) après le jugement de la Cour suprême, qui a statué sur l'innocence de son épouse, Hamida Lakhi-Mahomed, dans un accident survenu en 2017 à Avenue Ollier, à Quatre-Bornes. Il a adressé une lettre en ce sens à la présidente de l'IPCC, Me Deviyanee Bissoondoyal.

Osman Mahomed affirme, suite au jugement rendu le 28 août 2023, soit six ans après l'accident, que la police complotait contre sa famille dans cette affaire, ce qui l'a poussé à déposer une plainte officielle. Il dénonce des irrégularités flagrantes lors du procès, ce qui l'a incité à évoquer l'affaire devant la presse. Faisant référence au jugement rendu, le député rouge ajoute que la magistrate a déclaré que les images prises par la police ne montrent pas le point réel de l'impact. D'après le jugement, la police a voulu faire croire que l'épouse de ce dernier avait réellement percuté le sexagénaire, alors que ce n'était pas le cas.

« *The Court is further concerned by the multiple errors made by the draughtsman in drawing up the plan. Of more serious concern is the fact that the plan was edited without knowledge of the instructing officer. These features lead the Court to disregard the plan as disturbingly unreliable evidence. Moreover, evidence to counter-assess the version of the Accused in the present matter is practically absent* », a d'ailleurs souligné la magistrate K. Soochit dans son jugement daté du 28 août 2023. Le député Osman Mahomed estime que lui-même ainsi que sa famille auraient fait l'objet d'une machination politique délibérée. « *I have been actively involved in politics for 9 years now and I have never involved my family in politically related matters. I therefore consider politically motivated acts against my family to be totally unacceptable* », écrit-il dans sa lettre à l'IPCC.

Ce qui est le plus étrange, c'est que selon la police, la victime était Osman Mahomed lui-même, alors qu'il s'agissait en réalité de Siddick Tagauly. « *Pour la police pendant 3 ans mo ti mort touyé par mo propre madam* », explique-t-il, alors

qu'il n'était même pas présent lors de l'accident. Concernant la lettre adressée à la présidente de l'IPCC, Me Deviyanee Bissoondoyal, Osman Mahomed demande que toutes ces choses soient prises en considération, car sa famille a été très affectée par cette affaire.

Pour rappel, l'épouse d'Osman Mahomed, Hamida Lakhi-Mahomed, a été provisoirement inculpée pour homicide involontaire le 25 octobre 2017. Elle se trouvait stationnée au volant d'une voiture le mardi 24 octobre, lorsque Siddick Tagauly, un habitant du quartier âgé de 60 ans, a percuté son véhicule, alors qu'il était à vélo sur l'Avenue Ollier à Quatre-Bornes. Gravement blessé, ce dernier a été transporté à l'hôpital mais n'a pas survécu. Selon le jugement, il s'avère que les roues de la bicyclette de la victime étaient complètement usées et que ses freins ne fonctionnaient pas, d'autant qu'il roulait sur une pente descendante. D'ailleurs, la victime était sous l'influence de la méthadone au moment de l'accident.

Yogita Baboo Rama :

« Il faut que justice soit rendue au plus vite »

« *Cela fait déjà deux ans que nous attendons* »,

s'insurge Yogita Baboo Rama, la présidente de l'« *Air Mauritius Cabin Crew Association* » (AMCCA). Elle affirme qu'en août 2021, une



plainte a été déposée devant l'« *Employment Relations Tribunal* » (ERT) concernant les augmentations salariales qui n'ont pas été payées aux 350 employés de l'AMCCA, en dépit d'un accord qui a été signé avec Air Mauritius en 2018. Malgré cela, les choses n'ont pas avancé, alors que selon elle, en temps normal, une affaire prend environ 90 jours pour être traitée. Elle précise que l'affaire a été renvoyée en novembre en raison du manque de documents pour les plaidoiries.

Selon notre interlocutrice, la compagnie d'aviation nationale ne respecte pas les conditions de travail, et cette affaire porte préjudice aux membres de la compagnie, en particulier ceux de l'AMCCA. Elle rappelle qu'en novembre dernier, la Cour avait décidé qu'il n'y aurait aucun report concernant l'affaire, mais malgré cela, il y en a eu un en raison du manque de transcription des procédures. Elle demande que justice soit rendue au plus vite pour que les 350 employés qui sont dans l'incertitude puissent enfin voir le bout du tunnel, et souligne l'importance de faire le travail en toute transparence, sans favoritisme ni retards injustifiés.

Période sèche

Les petits planteurs inquiets

Vous avez sûrement remarqué que ces derniers temps, nous n'avons quasiment pas eu de pluie. Les jours à venir s'annoncent difficiles pour les planteurs, qui attendent impatiemment qu'il y ait des averses.

Comme chaque année, le problème se pose. En l'absence de pluie à cette période de l'année, les plantations sont en danger. Les conséquences du manque d'eau affectent la production ainsi que les prix des légumes. Certains planteurs, désespérés, envisagent d'abandonner leurs champs.

Des solutions pour lutter contre ce phénomène ont été proposées aux autorités. Cependant, selon le porte-parole des petits planteurs, Farhad Jugon, leurs suggestions n'ont pas été prises en compte. Il explique que les jours à venir s'annoncent en effet difficiles pour les petits planteurs. Il invite à examiner attentivement le problème en profondeur.



Ahmud Parwaiz Modaykhan

De policier à avocat... il a emprunté la voie de la persévérance

et Emmanuel Anquetil, il est issu d'une famille de cinq enfants élevés par Razack et Bibi Raiza, tous deux en situation de handicap après avoir contracté la polio durant leur enfance. À la fin de sa scolarité, une voie ultime se dessine devant lui : celle du droit qu'il ambitionne d'étudier. Cependant, il doit se raviser dans un premier temps : « *Je ne pouvais pas suivre cette voie car mes parents n'avaient pas les moyens de financer mes études supérieures.* » Cependant, il entend bien faire respecter la loi et rejoint la force policière en novembre 1995 après une formation.

Élevé par des parents atteints de polio, Ahmud Parwaiz Modaykhan, l'aîné d'une fratrie de cinq enfants, a poursuivi son rêve et emprunté la voie de la persévérance. Du petit village de l'Escalier à Londres, voici son parcours.

Mauricien originaire de l'Escalier, Parwaiz Modaykhan est un spécialiste légal. Ancien élève de l'école primaire Sir Claude Noël, des collègues Hamilton

« *Mo ti ankor pe faire mo l'examen HSC kan monn rentre lapolis. 5 ans monn travay ek sa inn servi mwa boku. Monn aprann discipline ek rigueur travay. Mo redevable envers la force policière. Monn travay station Mahebourg pendant 5 ans. Mo parents inn fer boku sacrifices pou mwa ek mo bann frères* », raconte-t-il. Tout au long de son parcours, Ahmud Parwaiz Modaykhan a

placé sa foi en Dieu et a persévéré. En 2000, il quitte la force policière pour entreprendre des études spécialisées en droit au Royaume-Uni. Une fois en Angleterre, le jeune Parwaiz cumule les petits boulots pour arrondir ses fins de mois. Il trouve un emploi chez McDonald's et comme agent de sécurité à Tesco. « *Sa experience la police la inn permet mwa gayn bann emploi comme agent de sécurité. Bann kamarad ki ti ensam ek mwa laba pann sa plus la. Ena boku ti pe rod travay ek pa ti pe gayne !* », dit-il.

C'est à l'Université de Wolverhampton que Parwaiz obtient son LLB. « *Mo ti pe bizin travay pour pay mo frais scolaires. Mo rappel ki mo al travail asoir, mo gayn zis preske 4h de someil par jour. La journée mo al université* », relate-t-il. Après trois ans, soit en 2003, il obtient son diplôme. En janvier 2004, Parwaiz épouse Noorjahan, une Britannique d'origine mauricienne qui partage sa passion pour le droit, et entame son 'Bar Vocational Training' en mode 'part-time'. Entre-temps, il est engagé comme responsable de la sécurité au sein de la compagnie 'Ward Security Ltd'. Il avait la responsabilité d'un bâtiment de neuf étages à Londres, avec une équipe de six agents, entre autres. En juillet 2006, c'est la consécration, il est appelé à la barre. Il prend alors un emploi comme officier de probation avec un salaire moins élevé, et travaille ensuite jusqu'en

2023 au ministère de la Justice anglaise.

« My dream was to come back to Mauritius »

Parwaiz est de retour au pays. « *Li pa ti enn décision facil. Mo madame pann abitier ici, mo zanfann oci pann abitier ici, mais, mo rêve ti tou le temps pu retourne Maurice. Mo seul regret seki mo parents pas en vie aujourd'hui pu get mwa fer avocat dans Maurice* », confie-t-il. Il est actuellement en «pupillage» à la Mohamed Chambers pour une durée de neuf mois, avant de pouvoir exercer comme avocat. Après 15 ans au Royaume-Uni, Parwaiz Modaykhan a hâte de pratiquer le métier d'avocat à Maurice, car ici le système est hybride, combinant des éléments des systèmes anglais et français.

« *Mo dir bann jeunes ki ena l'ambition vinn avocat, avouée ou notaire, persévérer. Poursuivre zot rêve. Ena travay pu tou dimounn dans Maurice. Pas pensé ki le système ou l'industrie inn saturé. Si zot viz l'excellence ek ena la foi dans Bon Dieu, zot chemin pou ouvert ek zot pu fer bien. Mo donn mem conseil mo zanfann. Foncer ek fer kitsoz ki fer zot plaisir* », explique-t-il. Concernant la 'Law and Order' à Maurice, l'avocat est d'avis que les institutions devraient 'share informations' et coordonner leurs efforts. Il estime qu'une synergie doit se développer pour améliorer l'état démocratique.

Elle innove

Zahraa Mohidinkhan propose des cours de maquillage à domicile

Vous souhaitez vous faire belle pour assister à un mariage, des fiançailles ou un événement important, mais vous n'avez pas le temps de vous rendre dans un salon de beauté pour vous faire maquiller ? Ne vous inquiétez pas, Zahraa Mohidinkhan, esthéticienne, coiffeuse, styliste hijab et maquilleuse, vous propose des cours de maquillage à domicile. C'est une première à Maurice, depuis le mois dernier.

Zahraa gère son salon de beauté depuis sept ans. Auparavant, elle était située dans la région Sud du pays, mais a dû fermer à cause de l'arrivée de la pandémie de COVID-19. Elle occupe désormais un emplacement à Curepipe depuis un an et demi. Après une pause pour des raisons personnelles, elle revient avec le concept de cours de maquillage à domicile pour aider ceux qui ne peuvent pas se déplacer jusqu'au salon.

En fait, elle ne se limite pas au maquillage, à la coiffure et au hijab pour les mariées et autres. Elle est également administratrice du groupe 'Mauritius Makeup Artist'. « *J'ai décidé de commencer ces cours de maquillage après qu'on m'ait demandé si je prévoyais d'en dispenser dans le nord de l'île, car il n'y en avait pas jusqu'alors, et après avoir lu un article* », raconte l'esthéticienne.

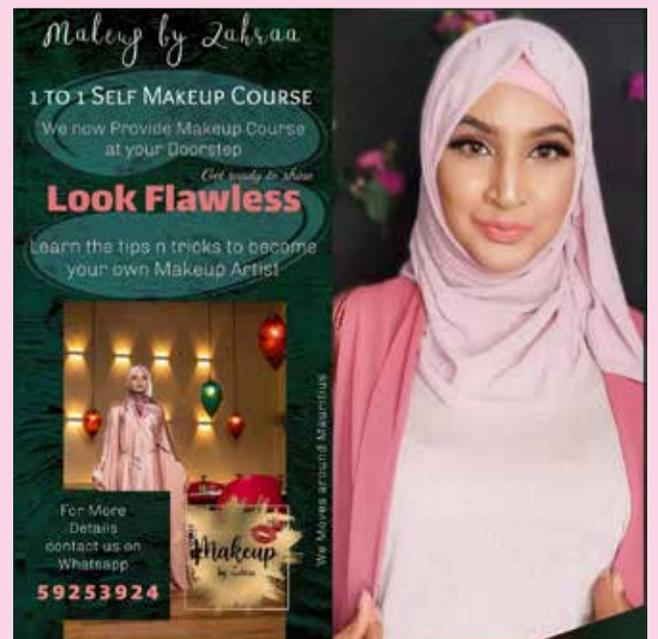
Elle poursuit en expliquant : « *J'ai réalisé qu'il y a de nombreuses personnes qui ne peuvent pas se déplacer en raison de contraintes liées au travail, au timing ou autres. C'est pourquoi j'ai décidé de leur offrir la possibilité d'apprendre chez elles, dans le confort de leur domicile, pour que ce soit plus accessible.* » Elle ajoute qu'elle a rencontré de nombreuses femmes portant le hijab et le niqab qui souhaitent également apprendre à se maquiller pour des événements, mais qui ne se sentent pas à l'aise de suivre un cours en public.

Le tarif des cours est de Rs 5000, ce qui inclut tout le matériel nécessaire pour se maquiller, ainsi que les frais de déplacement. De plus, elle propose des réductions si plusieurs personnes souhaitent suivre le cours. Si vous avez une proche ou une connaissance qui souhaite vous rejoindre, vous bénéficierez tous les deux d'une réduction. Plus il y a de personnes, plus la réduction sera importante.

Elle souligne également l'importance de choisir le bon fond de teint, évitant ainsi les erreurs coûteuses. Elle veut partager ses connaissances et ses astuces avec ses élèves, des choses que l'on

ne trouve pas forcément sur YouTube.

Si cela vous intéresse, il vous suffit d'appeler Zahraa sur WhatsApp au 59253924 pour obtenir plus d'informations.



Dr Muhammad Feizal Timol : « Prévenez les maladies cardiovasculaires grâce à une alimentation saine et équilibrée et des activités physiques régulières »

Le Dr. Muhammad Feizal Timol dévoile les principaux défis liés aux maladies cardiovasculaires à Maurice, ainsi que les traitements innovants disponibles chez C-Care. De la prévention aux interventions chirurgicales de pointe, découvrez comment on peut lutter contre les maladies cardiovasculaires, et améliorer la santé cardiaque de la population mauricienne.

Q : Pourriez-vous nous parler des principales maladies cardiovasculaires à Maurice et des traitements disponibles chez C-Care ?

Il existe quatre types de maladies athérosclérotiques. Une maladie athérosclérotique se caractérise par une accumulation de dépôts de graisses dans les artères, qui finissent donc par durcir et se rétrécir.

La coronaropathie, qui survient lorsque les artères coronaires sont rétrécies ou obstruées, peut engendrer un infarctus du myocarde aussi connu comme une crise cardiaque. Les artères coronaires sont les artères principales qui assurent les apports en oxygène et en nutriments du cœur.

La maladie cérébrovasculaire, plus communément appelée une attaque cérébrale ou un accident vasculaire cérébral (AVC) survient à la suite de l'obstruction ou de la rupture d'un vaisseau sanguin, affectant ainsi le cerveau.

Les maladies artérielles périphériques, où les artères qui alimentent les périphéries, comme les jambes ou les bras, sont rétrécies ou obstruées.

L'anévrisme de l'aorte, la plus grosse artère du corps, est une dilatation d'une partie de l'aorte qui traverse le thorax.

Plusieurs traitements contre les maladies cardiovasculaires existent, tels que la pose de stent, un minuscule tube expansible qui maintient l'artère ouverte, ou encore le pontage, une opération chirurgicale qui consiste à contourner l'artère bouchée à l'aide d'une artère saine provenant d'une autre partie du corps, d'où le nom *bypass*. Le but de ces traitements est de rétablir le flux sanguin coronaire.

Il existe aussi la thrombolyse, une thérapie qui consiste à dissoudre les caillots de sang dangereux dans les vaisseaux sanguins avec une injection intraveineuse qui contient de la fibrinolytique. La thrombolyse sert aussi à améliorer le flux sanguin et à prévenir les dommages aux tissus et aux organes.

L'angioplastie des artères périphériques est un autre traitement utilisé. Cela consiste à ouvrir une artère bloquée ou rétrécie autour du cœur. Les médecins l'appellent également l'intervention coronarienne percutanée (ICP) ou tout simplement la coronarographie. Par la suite, une intervention de pontage fémoro-poplitée (*Fem-Pop Bypass*) est utilisée pour contourner les artères fémorales rétrécies ou bloquées au-dessus ou en dessous du genou.

Chacun de ces traitements est disponible chez C-Care, tout comme des traitements d'anévrismes par voie chirurgicale ou endovasculaire-EVAR/endoprothèse.

Q : Comment est-ce qu'un patient peut prévenir les maladies cardiovasculaires ?

Grâce à une alimentation saine et équilibrée, ainsi que des activités physiques régulières, un patient peut prévenir les maladies cardiovasculaires. Il est recommandé de faire au moins deux à trois heures d'activité physique comme la marche, la natation ou le vélo par semaine, afin de réduire la tension artérielle et d'évacuer le stress. Éviter de fumer et traiter les maladies comme l'hypertension, le diabète et l'hypercholestérolémie contribue également à la prévention des maladies cardiovasculaires.

Q : Parlez-nous du Hybrid Cath Lab? De quel équipement disposez-vous pour traiter les patients souffrant de problèmes cardiovasculaires ?

Le concept du cathlab hybride est un bloc opératoire alliant la cardiologie interventionnelle et la chirurgie cardiovasculaire. En d'autres mots, le bloc opératoire, où se font l'angiographie et la pose de stent, bénéficie des facilités d'un bloc opératoire conventionnel. Il peut être utilisé pour toutes les interventions cardiaques et vasculaires, offrant ainsi la possibilité de faire de la chirurgie micro-invasive sous imagerie.

Nous disposons de divers équipements pour traiter les patients souffrant de problèmes cardiovasculaires, par exemple nous avons l'angiographie coronaire, qui consiste à passer des sondes par voie radial (au niveau du poignet) ou occasionnellement par voie fémorale, (au niveau de la jambe) jusqu'aux artères coronaires, afin d'injecter une substance contraste et prendre des images simultanément.

En cas de rétrécissement ou d'artères bouchées, nous procédons par la pose de stent, aussi connu comme un endoprothèse en forme d'alliage recouvert d'un médicament. Cela aide à réduire le risque de resténose.

Chez C-Care, outre l'angiographie et la pose de stent, nous avons aussi recours à des pacemakers, c'est à dire des stimulateurs cardiaques.

Il existe aussi des traitements pour lesquels la chirurgie conventionnelle n'est pas nécessaire, tels que la Transcatheter Aortic Valve Implantation (TAVI). La TAVI est une technique qui permet de remplacer la valve aortique défaillante d'un patient par une valve biologique mise en place par voie percutanée.



Q : Quels sont les signes avant-coureurs qu'une personne doit prendre en considération ?

Les signes primaires à prendre en considération sont d'abord des douleurs thoraciques ressenties lors d'efforts physiques, suivies d'essoufflements disproportionnés, ce qui est souvent indicatif d'une coronaropathie. En cas d'infarctus aigu, de violentes douleurs à la poitrine, aux bras, à la mâchoire et au dos peuvent être ressenties. D'autres symptômes de la coronaropathie se caractérisent par des sueurs froides, des nausées, de l'essoufflement, des palpitations et même l'évanouissement.

En ce qui concerne les accidents vasculaires cérébraux (AVC), il est simple d'identifier les signes avant-coureurs. Retenez le mot VITE, un acronyme pour détailler les signes : Visage paralysé, Inertie d'un membre, Trouble de parole et En Urgence

Il existe aussi des maladies artérielles périphériques où l'on peut constater un boitement chez la personne, signe de douleur ou de faiblesses musculaires au niveau des jambes et du mollet. Parmi les symptômes, on peut également compter des ulcères aux extrémités.

'Pailles West Senior Citizen' célèbre le 'Yaum-Un-Nabi'

À l'occasion du 'Yaum-Un-Nabi', la présidente du regroupement 'Pailles West Senior Citizen', Nazma Caunhye, a organisé une fonction pour commémorer la naissance du Prophète (SAW), soit le Yaum-Un-Nabi, ainsi que pour honorer les vieilles personnes qui sont membres de son association. C'est dans une ambiance empreinte de ferveur et de sérénité que ces dames se sont retrouvées côte à côte lors de cet événement qui s'est tenu le lundi 2 octobre au centre communautaire de Camp Chapelon. Des rafraîchissements ont été offerts à tous les membres de l'association, et des cadeaux ont été remis.



Diversité et inclusion, une idéologie de souffrance

Il existe une extraordinaire diversité d'hommes et de femmes, dignes, instruits, méritants et professionnels, qui travaillent dans les professions légales, les services financiers et les sociétés cotées en bourse. Je peux aussi dire que ce qui rend ces secteurs et sociétés performants, ce sont les qualités de ces hommes et de ces femmes. Le succès de ces secteurs ne repose pas sur des quotas de sexe masculin ou féminin, de couleur de peau, de race ou d'orientations sexuelles, ou sur une variété de perspectives sociales, d'expériences et de modes de pensées. Ici, j'adopterai plutôt le modèle des rêves de Martin Luther King Jr.

Cela dit, compte tenu de certaines lois scélérates adoptées récemment, de l'attitude du gouvernement, des fonctionnaires, et d'une certaine « collaboration » du secteur privé, je dois poser certaines questions. Je me sens également obligé de revisiter l'une de mes philosophes préférées, Hannah Arendt. Précisément sa fameuse phrase « la banalité du mal », venant de son compte rendu du procès pour crimes de guerre d'Adolph Eichmann. Ce fonctionnaire a été chargé d'organiser le transport de millions de Juifs vers divers camps de concentration en soutien à la « Solution Finale » des nazis. Ils professaient l'idéologie du national-socialisme qui prétendait offrir une solution nationaliste et utopique pour défendre l'homme ordinaire, qu'ils décrivaient comme une victime dans un monde contrôlé par les Juifs. Il s'agissait bien sûr d'antisémitisme. Telles étaient les normes de la bonne gouvernance nationale et sociale de l'époque.

En réponse aux actes barbares de la Seconde Guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté la « Déclaration universelle des droits de l'homme ». L'article 2 de cette déclaration stipule que chaque individu a le droit à tous les droits et libertés énoncés, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinions politiques ou autres, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. La déclaration énonce des droits fondamentaux, intrinsèques et imprescriptibles, tels que la liberté, la propriété, la sécurité, la résistance à l'oppression. Elle reconnaît également le principe de l'égalité devant la loi et la justice,

tout en affirmant le concept de la séparation des pouvoirs.

Hannah Arendt avait observé qu'Eichmann était un bureaucrate ordinaire et banal, mais d'une normalité terrifiante. Il agissait sans autre motivation que celle de remplir consciencieusement son travail pour faire avancer sa carrière au sein de la bureaucratie. Il n'était pas un monstre et accomplissait des mauvaises actions sans avoir de mauvaises intentions, un aspect lié à son inconscience, à son désengagement de la réalité de ses actes pervers. Les circonstances psychologiques l'empêchaient de reconnaître ou de ressentir qu'il faisait quelque chose de mal. Ce sont les caractéristiques collectives de la « banalité du mal ».

Loin de l'idéologie nationale-socialiste, nous observons aujourd'hui l'émergence d'une forme de néo-socialisme tout aussi problématique et dangereuse, qui promeut la diversité et l'égalité dans tous les aspects de la vie. Cette nouvelle théorie sociale englobe également ce qu'elle prétend être la défense des femmes, les décrivant comme des victimes dans un monde encore largement dominé par un patriarcat masculin, en particulier par des hommes d'une certaine couleur de peau. Cette approche comporte des éléments de sexisme et de racisme, car elle impose l'égalité des chances pour les femmes tout en poussant l'inclusion et la diversité basées sur la couleur de peau, la race et les orientations sexuelles.

Récemment, le 20 juillet 2023, cette politique de diversité et d'inclusion s'est retrouvée dans l'amendement de l'article 133 du « The Companies Act » à travers l'Acte n° 12 de 2023 qui stipule qu'une société cotée en bourse doit avoir un minimum de 25 pour cent de femmes dans son conseil d'administration. Tout amendement des lois est présumé constitutionnel, mais ici le bouchon a été poussé vraiment trop loin, créant oppression et inégalité.

Notre Constitution, qui reflète « la déclaration universelle des droits de l'Homme », stipule à la section 16 qu'aucune loi ne peut contenir de disposition discriminatoire en soi ou dans ses effets, et que discrimination signifie accorder un traitement différent à différentes personnes attribuables entièrement ou principalement à

leurs descriptions respectives de race, de caste, de lieu d'origine, d'opinions politiques, de couleur, de croyance ou de sexe. Cela signifie aussi que lorsqu'une personne d'un genre particulier est soumise à des restrictions auxquelles les personnes d'un autre genre ne sont pas soumises, ou se voient accorder des privilèges ou des avantages qui ne sont pas accordés à cette première personne, il y a discrimination.

Le sexisme n'est pas l'antisémitisme, mais nous voilà encore à la porte du mal jadis fermé par la déclaration des droits de l'Homme. Je suis d'avis que les femmes doivent avoir les mêmes opportunités et libertés de choix que les hommes, y compris d'accéder aux conseils d'administrations, mais en se basant sur la méritocratie et pas sur des discriminations androphobes. « Si vous essayez de guérir le mal par le mal, vous ajouterez encore plus de souffrance à votre destin », a dit Sophocle.

Cette loi semble résulter d'une méconnaissance ou d'un décalage par rapport à la réalité, non seulement de la part des parlementaires et des fonctionnaires, mais je pense également qu'elle a été encouragée par un secteur privé qui a coopéré. À titre d'exemple, le MIOD, collaborateur du gouvernement et partenaire reconnu du secteur privé, a exprimé sa volonté de renforcer la bonne gouvernance au sein des entreprises et de créer un cadre opérationnel intègre et éthique. L'institution vise à favoriser une meilleure représentation des femmes au sein des conseils d'administration, prônant ainsi la diversité comme un élément essentiel de la bonne gouvernance. Il est à noter avec fierté que son conseil d'administration est composé à parts égales de femmes et d'hommes. Curieusement, elle ajoute que sa diversité ne se limite pas seulement au genre, mais englobe également une variété de perspectives, d'expériences et de modes de pensée, faisant probablement référence à la diversité en termes de couleur de peau, de race et d'orientations sexuelles.

Sans mentionner l'aspect discriminatoire de l'amendement du « Companies Act »,



Par Me. Penny HACK

cette institution a participé à un atelier organisé par la Bourse de Maurice sur la bonne gouvernance. Elle semblait suggérer, sans preuves tangibles, que la diversité au sein d'un conseil d'administration conduit nécessairement à des décisions plus éclairées, une meilleure gestion des risques et de meilleurs résultats. En

réalité, cet atelier visait à garantir que les femmes soient représentées à hauteur de 25 % dès aujourd'hui, mais l'objectif réel semblait être la parité, laissant entendre que la loi devra éventuellement augmenter le quota de manière sexiste à 50 %.

Dans la foulée, le ministère de l'égalité des Genres a récemment accueilli le deuxième comité directeur national sur l'intégration du genre. L'objectif était de sensibiliser les responsables de la supervision des différents ministères, permettant ainsi aux ministères et autres institutions de réviser leurs politiques et de promouvoir l'égalité des sexes, sans pour autant mentionner les hommes. Le thème principal était la lutte pour l'émancipation des femmes et l'égalité des sexes, qui doit être appliquée dans tous les lieux de travail, afin que les femmes bénéficient d'une reconnaissance et de droits équivalents à ceux des hommes sur leur lieu de travail, atteignant ainsi un équilibre de 50%. Sauf que les mêmes droits et reconnaissances sont déjà encrés dans notre Constitution et les lois.

Que ferons-nous des hommes compétents et méritants déjà assis dans ces conseils d'administration, travaillant dans une entreprise ou au sein d'un ministère ? La question se pose : seront-ils sacrifiés au nom de la diversité et de l'inclusion pour une meilleure gouvernance, voire même isolés d'une manière ou d'une autre ? Je m'oppose aux discriminations, mais en particulier à cette forme de discrimination imposée qui pourrait nous conduire inévitablement à des problèmes et à des souffrances.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Obituary

IBRAHIM ABOO BAKAR

Ibrahim Aboo Bakar passed away today at the age of 92, leaving a void among his friends, members of the Friendship League and all in their late seventies or mid-eighties. Ibrahim was older than the other members except for one single member who is just a week older than him.

The League premises are situated at Etienne Pellereau Street, Port Louis, a quiet place which became lively only on Saturday afternoons, witness to the little-known Bolivia card game. Ibrahim would be the first to reach the club house and the three-hour session/interaction among the friends was an occasion that allowed them to review the events of the previous week, a repetition of jokes heard many many

times before but enjoyed nevertheless.

Ibrahim, fondly called Baam or Bahim, was the quietest of the lot. He would use a two-word response or comment. His creole pronunciation was Urdu- or Gujarati- tainted. After each game, the points had to be counted just as in Rummy and Bahim would count in Urdu though in his office, he was using English to all intents and purposes.

With Ibrahim's disappearance disappears a chunk of our history. His great-grandfather migrated to Mauritius in early 1800. Unlike most Gujarati businessmen, he chose to open an aloe factory to produce gunny bags to pack the sugar that his fellow Indians were exporting to their mother country. He was so smart that the old

man was made the Administrator of a Bagh [garden] opposite Champ de Mars which was later named after him and known today as Taher Bagh.

After the death of the first generation of the Aboo Bakars and the return of most of the second generation to India, Ibrahim chose to stay in Mauritius with his uncle. The family, nonconformism in their DNA, had opened the New India Assurance company which offered a position to Ibrahim where he worked as a clerk until his late fifties after which he opened his own Insurance brokering firm.

Ibrahim has lived with his nephew Idris, son of his cousin, in Port Louis until today. Idris saw in Ibrahim the incarnation of his own father

and would treat him as such. He missed India, his large family and his childhood friends. He would travel a couple of months each year to his native Gujarat to see his folks or to attend weddings and would return with a lot of stories to tell during our card games.

Ibrahim will be sorely missed. I always joked about how thin he was saying that he was so thin that he could walk between rain drops and avoid being soaked during a shower. So long dear Ibrahim. May Allah swt grant you Jannat ul Firdaus and sabr to those in bereavement here and to those numerous friends and family members in India.

■ Dawood Auleear



Open Letter

MAURITIUS

October 1st 2023

**Att.: The Chief Commissioner
Executive Council
Rodrigues Regional Assembly
Re: Proposed MOU with MEKOROT Development and
Enterprise Ltd. & Rodrigues Public Utilities
Corporation (RPUC)**

Sir,

Assalam Aleikum,

Greetings from Friends of Al Aqsa (Mauritius).

We refer to the announcement made following the meeting of the Executive Council of the Rodrigues Regional Assembly dated 22 September 2023, under your chairmanship, where it is announced the intention for RPUC to enter an MoU with MEKOROT Development and Enterprise Ltd as consultant, in view of mitigating Rodrigues' water problems and assisting with the preparation of tender documents pertaining.

We fully appreciate the desire of the Executive Council to tackle the ongoing water issues plaguing Rodrigues since decades and negatively impacting on its population. However, we believe that entering such a partnership with MEKOROT, Israel's water company which has been instrumental in

nurturing water apartheid in Palestine, is inappropriate and, to say the least, unjustified and untimely for the following reasons:

- Mekorot is the Israeli public water company which provides 90% of drinking water for Israeli citizens. Water management and supply is controlled by the Israeli state inside the Green Line as well as in the Occupied Palestinian Territories.
- Mekorot provides infrastructure for water supplies in the settlements and manages water stolen from Palestinians in the occupied territories.
- In the Nagab/Negev, Israel refuses to acknowledge the 45 villages where 160,000 Palestinian Bedouins live and prohibits the construction of water networks to provide drinking water in these villages.
- Through the denial to access water and sanitation, Mekorot collaborates with the state of Israel in the implementation of an institutionalized "water apartheid", which is a central component of Israel's policies of ethnic cleansing of Palestinian communities, and considering the grave implications of the denial to access of water, may be involved in the crime of persecution.
- Mekorot further profits from Israeli policies, such as the settlements and the Wall of Shame, which imply a large range of human rights violations.
- Mekorot implements a series of Israeli violations of rights included in the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR), the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the UN Convention on the Rights of the Child (CRC), and the UN Convention on the Elimination of All Forms of, Discrimination against Women (CEDAW).

Chief Commissioner,

The right to water has been recognized as a component of the right to an adequate standard of living under Article 11 (1) of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR). The right to water is also protected under other international treaties and is also essential to the enjoyment of the rights to health,

adequate housing and food. The human right to water entitles everyone to sufficient, safe, acceptable, physically accessible and affordable water for personal and domestic uses.

Water apartheid made by Mekorot

1. Mekorot has been responsible for water rights violations since the 1950s when it built Israel's national water carrier, which is diverting the Jordan River from the West Bank and Jordan to serve Israeli communities along the coast and in the southern desert.
2. At the same time, it deprives the Palestinian community from the possibility of access to Jordan River water.
3. At a special meeting of the Knesset Finance Committee to mark the 75th anniversary of the founding of Mekorot, its CEO Shimon Ben-Hamo predicted that "already by the start of 2014 Israel will have enough water to replenish 1.5 million cubic meters in missing reserves."
4. At the same time Israel and Mekorot are systematically depriving Palestinians - not only in the OPT - from their right to water and sanitation.
5. Managing the Israeli water theft and apartheid in the OPT: In 1982 the West Bank water infrastructure, controlled by the Israeli army, was handed over to Mekorot by a military order.
6. Mekorot operates some 42 wells in the West Bank, mainly in the Jordan Valley region, which mostly supply the Israeli settlements.
7. This allows Mekorot to profit from the settlements and the related human rights violations.
Mekorot profits also from the apartheid Wall and its wells, now behind the Apartheid Wall, which bars Palestinians access to their own wells and allows Mekorot exclusive benefit of the underground water resources.
8. Mekorot systematically discriminates against Palestinians: Palestinian consumption in the OPT is about 70 litres a day per person – well below the 100 litres per capita daily recommended by the World Health Organization (WHO) – whereas Israeli daily per capital consumption, at about 300 litres, which is about four times as much. In some rural communities Palestinians survive on far less than even the average 70 litres, in some cases barely 20 litres per day, the minimum amount recommended by the WHO for emergency situations response.
9. In recent years, Palestinians have bought some 50 MCM water per year. This water is extracted by Mekorot from the Mountain Aquifer, and Palestinians should be able to extract for themselves if they were allowed to dig and maintain their own wells.
10. Mekorot, in this way, profits from the overall system of human rights violations installed by the Israeli occupation.
11. According to the World Bank, "The cost to the economy of foregone opportunity in irrigated agriculture is significant, with upper bound preliminary estimates that could be as high as 10% of GDP and 110,000 jobs."

Chief Commissioner,

Adding insult to injury, not later than July last, Wafa reports that the Israeli national water company, Mekorot, has reduced the daily amount of water supply to the provinces of Hebron and Bethlehem in the occupied West Bank by about 6,000 cups per day today, according to the Palestinian Water Authority (PWA), which described the move as 'racist'. PWA said the move



deprives the people of their right to obtain sufficient amounts of water, especially in light of the sharp rise in temperatures. "There are no technical reasons behind this reduction," PWA said, adding that "no faults were detected in the supplying source, but rather it [the move] comes as a discriminatory measure that adds to the racist policies practiced by the occupation authorities." According to the Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS) and the Palestinian Water Authority, the average Israeli per capita consumption of water is three times higher than the Palestinian percapita, with the Israeli share amounting to about 300 liters per day.

This rate doubles for Israeli settlers in the occupied West Bank to more than 7 times the Palestinian consumption per capita. Of note, the average Palestinian per capita consumption of water is less than the minimum internationally recommended amount, according to the standards of the World

Health Organization, which is 100 liters per day, as a result of Israeli control over more than 85 percent of Palestinian water resources.

1 Resolution 2334 concerns such settlements in the West Bank and East Jerusalem. The Fourth Geneva Convention makes it illegal for nations to move populations and establish settlements in territories acquired in a war, and an overwhelming number of countries consider the Israeli settlements to be illegal on that basis.

Chief Commissioner,

As you are aware, from 2015 through 2022, including the above, the UN General Assembly has adopted 140 resolutions on Israel, to which the Republic of Mauritius has been a party to.

During the last UN General Assembly, the Israeli Prime minister challenged protests, on a daily basis, by hundreds of thousands of Israeli citizens all around his country and mainly in Tel Aviv. He delivered his speech before an empty venue, showing the disapprobation of most of heads of states and governments with regard to the wrong doings of his far-right extremist government, which puts at stake the hopes for peace in that part of the world, and a fair and just solution to the Palestinian issue without which no peace settlement will ever be on the table.

Chief Commissioner,

We trust that you and your executive council shall give due consideration to our letter of protest against the Regional Assembly decision, and through it the Government of the Republic of Mauritius, to associate itself with MEKOROT, one of the active institutions perpetuating Apartheid and injustice against the legitimate rights of the Palestinian people.

FRIENDS OF ALAQSA (Mauritius)

**Cc : The President of the Republic of Mauritius
The Prime minister of the Republic of Mauritius
The Leader of the Opposition
Members of Parliament
Members of the Rodrigues Regional Assembly
Members of Diplomatic Corps
The media**

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

A tremendous revival of the PTR-MMM-PMSD Alliance!

It is obvious without any doubt that the Alliance of the PTR-MMM-PMSD has made a tremendous revival across the country. By basing on the report of their mass communication, proximities, and their constant presence on the ground and in other strategic sites, we witness that in most of their meetings, congress and political functions the PTR-MMM-PMSD Alliance has pulled outstanding amount of crowds which in itself are signs and symptoms that such an Alliance is moving ahead towards a landslide victory in the next 2024 General Elections.

Let us face the reality. This actual government won the 2014 but 2019 general elections was won by default. Today we have a rubber stamp PM who is administratively controlled by his civil servants, and certain senior advisors before he takes a decision. As a PM Pravind Jugnauth can't take decisions, he leaves everything to his advisors and civil servants to decide for him. This is how he functions as a PM unlike his late father, SAJ who was a strong decisive PM.

Nearly five years now, this government keeps sweeping in the fore courts of their political adversaries to justify his supposedly good governance but forget to sweep the dirt that is found in their own back yard. Since this government took power in 2019, we are left with the worst 'bilan' the country ever gets.

Nepotism and favouritism are well practiced by this government in their nominations in many key administrative posts. The constant arrogance of the PM is to be deplored as he tries to challenge any one that tries to oppose his so called "philosophy" and concepts in active politics. I think, the PM, has disqualified himself for such an important post he is occupying due to his inefficiency and lack of experience, especially when he has appointed certain incompetent characters as his special advisors. Mr Pravind Jugnauth should keep away from active politics and let another one who is more qualified to take over his job as a prime minister. The country is heading towards bankruptcy and ruin.

We have got today a begging bowl Prime Minister who relies too much on India for all sorts of financial help. Mauritius today is in debt up to the neck. All the line of credit given by India has to be refunded with interest by the tax payers.

This government is more or less helping the rich by making them richer where the gap between the rich and the poor keeps widening. Unemployment is gradually becoming a malaise in this country. Exact figures of unemployed

people in this country are falsified and are not accurate just to deceive the population. The country is gradually going downhill where we have shortage of water since donkey years in most areas. In some part of the country, people have no electricity and tap water as they live in absolute poverty.

The public are not at ease (except bootlickers and those who have been privileged to get something such as political nominations or piece of lands, or financial assistance) with this government. Did you know that the majority of the people is no longer supporting this government since this government has downgraded the Rawat family and ruined the BAI enterprise? Besides, from my political observation, I am well placed to say that hardly any Muslim supports the government. Only a few "chatwas" who keep surrounding the incompetent, good for nothing PM.

Today after nearly five years since the government is in power, we have more than 55,000 unemployed people, including over 8,000 university graduates. In certain areas in the East and West of the country there is a constant shortage of energy such as electricity and water. Some people in certain suburban areas have no access to tap water. Prices in the shops and supermarkets are too high and very expensive where people can't cope economically for their basic needs.

In other areas of Mauritius, we have frequent black out of electricity. Internet connection is often a problem for connection because of server technical network problem at the Mauritius Telecom. Definitely, I can say that this is the beginning of the end of this government? Many people are leaving this government and have realized that they have voted capitalism, nepotism and repression. The government is definitely on the exit door of power with a long trail of catastrophic blunders with full of shame. Crimes and Punishment have never been taken into serious account. The difference between a Ramgoolam government and a Jugnauth government is that in Ramgoolam's government there is a university graduate in every home whereas in Jugnauth government there is a drug maniac in every home. The sooner this government go, the better the population can breathe.



By Dr Samuel
Nicholas Duymun

La nécessité de prendre soin de nos parents âgés

Tous les peuples civilisés, toutes les religions et toutes les cultures enseignent le respect des personnes âgées et le devoir des enfants de prendre soin de leurs parents quand ils ont atteint un âge avancé. **L'Islam met beaucoup d'emphasis sur le devoir de s'occuper de ses parents quand ils ont atteint un âge mûr.** Le Saint Qur'aan met même en garde contre le fait de hausser la voix envers eux, et préconise de les traiter avec tous les égards en dépit de leurs maladies ou des difficultés rencontrées dans leurs traitements.

L'Islam enseigne la gentillesse, l'humanité et la compassion. Les nouveaux convertis sont exhortés à bien se comporter avec leurs père et mère même si souvent ces derniers n'apprécient pas leur changement de religion. Un nouveau croyant est obligé de prendre soin de ses parents non-musulmans, de leur parler avec bienveillance et de les traiter avec beaucoup d'égards. Le Saint Prophète (pssl) est venu dans ce monde pour enseigner les bonnes manières, pour changer les cœurs et attirer le maximum de gens vers le Paradis.

Et tout comme nous devons être bons envers nos parents âgés, nous devons agir avec bonté avec toute personne du troisième âge. Cela implique de leur témoigner du respect, de leur parler avec gentillesse et de les aider dans la mesure du possible.

Alhamdulillah, dans notre petit pays, les gens, toutes communautés confondues, s'occupent bien de leurs parents. Ceux dont les parents ont besoin de soins intensifs spécialisés ou professionnels sont parfois obligés de trouver des 'Homes' pour les accueillir. La grande majorité de ceux qui ont recours à ces services le font probablement à contrecœur, parce qu'ils n'ont pas le choix, puisque quelquefois

les personnes malades ou en situation de handicap à cause de la vieillesse ont besoin d'être pris en charge par des personnes qualifiées qui sont formées pour prendre soin d'eux, tout en faisant preuve d'humanité et de compassion envers leurs patients. Il ne faut pas porter de jugement envers ces personnes qui ont recours à des 'Homes', car chaque cas est différent, et seule la personne connaît la situation délicate dans laquelle elle se trouve.

Ceux qui ont la possibilité de s'occuper eux-mêmes de leurs parents âgés sont très chanceux, car c'est un moyen facile de construire son nid dans le paradis. **Faire le Khidmat de ses parents âgés rapporte des récompenses innombrables, comme cela est souvent mentionné dans les Hadiths.** Quand le Saint Prophète (pssl) était sur le point de quitter ce monde, il a fait appeler Hazrat Umar bin Khattab (R.A) et Hazrat Ali (R.A), et leur a confié la mission de rechercher Hazrat Ouwaïs Qarni (R.A) pour lui donner son manteau en cadeau, et pour lui demander de faire Du'a pour que sa Ummah obtienne le pardon. Les savants sont émerveillés par ce Hadith parce que Hazrat Ouwaïs Qarni (R.A) n'était pas un Sahaba. Toutefois, le Saint Prophète (pssl) rechercha sa Du'a pour le pardon de sa Ummah. C'est dire à quel point son grade est élevé auprès d'Allah. La raison pour laquelle Hazrat Ouwaïs a obtenu ce rang est la manière dont il s'est occupé de sa mère alitée.

Le service qu'il a rendu à sa mère l'a fait devenir un des bien-aimés d'Allah. Nos aînés ont tout fait pour nous. Comment pouvons-nous leur rendre ces faveurs ? C'est impossible. Mais nous pouvons être bons envers eux pour les quelques jours qu'il leur reste à vivre sur cette terre.

■ **Abdus Saboor Mohamed Saleh**

WINTER

**Winter! The coldest season and 'Time of Water',
Oh! Days are shorter and nights are longer,
Some would wait for it desperately for the summer caused much sunburn,
Patiently waiting for the freezing night to let all emotions churn.**

**Muddy path all around to see children jumping on the puddles,
At night, when their bodies are dried, all they want from their elders are hugs and cuddles.
At times, they would be chastised for being soaked,
Despite all restrictions, feelings of dancing in the rain evoke.**

**Shielded with heavy winter coats, gloves and socks,
DON'T forget to carry your umbrella, and house windows to lock.
Street cars appear to be like frozen cakes,
All covered up with cold snowflakes.**

**Tea or coffee, whatever would please as far as it is hot,
Eager to relish the dish, a great choice that comes from the hot cooking pot.
Fresh looking face to admire in the chilling weather,
Exposure to the cold, would make the body to shiver.**

**Despite having runny nose and fever,
All I look forward to welcome and embrace winter.**

■ **Gita Ramessur**

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Milad - A Missed Opportunity?

Each year, the month of Rabi-ul-Awwal brings with it the ancient argument surrounding celebrating the birthday of the Prophet (saw) (Milad), whether it is a blameworthy innovation or a permissible practice.

This year particularly the platform of social media, namely, TikTok, Facebook, Instagram and YouTube were flooded with hate speech, challenges, and attacks on the issue, moving the argument from the realms of politely mannered academic discussions, into the realms of conflict and dispute, causing disunity among the Ummah. Debaters often resort to emotional appeals and just outright distortion of the sacred texts or sayings of the Prophet (saw) to make their points. Exposed to these behaviours, non-Muslims learned nothing about the Noble personality, life and accomplishments of the Prophet Muhammad (saw); except that Muslims are divided and sub-divided on their own feast.

Furthermore, this inevitably leads to creedal allegiances being forged upon the results of these disputes and conflicts, often spilling over from the theological into the sectarian and political realms. And so, the issue of the Milad has become, for many, a pivotal defining point for declaring of allegiance and disavowal (Walaa & Baraa).

Without any doubt, both Islamic legislation and sound intellect confirms that that which both the Milad celebrators and non-celebrators agree upon is far greater, broader, and more important than that which they disagree upon. For all camps love and venerate the Prophet and Allah, the Exalted, and all parties are far from intending to transgress the rights of

Allah and His Messenger.

They simply disagree on the means of showing their love and adoration to the Prophet (saw) and his Sunnah, and the boundaries and criteria allowed for expressing their love. So why, then, do we not look to the greatness of that which we agree upon and look at how small and relatively minor the things we disagree upon are?

The Prophet (saw) laid down a great principle for judging others. He said in tempering people's condemnation of a Muslim who commit a major sin, "Do not curse him, for indeed he loves Allah and His Messenger." Sahih Bukhari: 6780

Instead of debating over the means of celebrating the Prophet's birth, we could have done something more constructive and fruitful for propagation of his Sunnah. We could have spent this whole month, as an Ummah, reintroducing him to ourselves and the rest of the world. And reintroduce the Sunnah of the Prophet (saw) to the world in a way which is desperately needed today, which might be different from previous centuries: a specific, tailored diagnosis commensurate to our present societal requirement.

We could have utilised all available modern communication methods in recognising and familiarising ourselves and others with the beauty, greatness, eminence, values, character, and achievements of the Prophet (saw), in a contextualised way for today's world.

The world today is in desperate need of recognising the Sunnah of the Prophet in building communities and nations. The world needs his Sunnah of laying the foundations for a just economic system. The world is in need of his

Sunnah in nurturing and reforming people.

We are in need of his Sunnah in a politics infused with ethics and morality, unlike that which is widespread today. We need to familiarise ourselves with his Sunnah in wartime and during peace. We need his Sunnah in creating curricula for education. We need to know his Sunnah in the preservation of the ecosystem, as stewards (Khalifa) of the world, not dominators and exploiters. We need his Sunnah in law and order.

The list goes on, of the areas of this magnificent model, whose divinely-inspired guidance is there for the taking once again to cure the widespread injustices and disasters that have resulted from being far away from it over the last century or two.

"Those who follow the Messenger, the unlettered prophet, whom they find written in what they have of the Torah and the Gospel, who enjoins upon them what is right and forbids them what is wrong and makes lawful for them the good things and prohibits for them the evil and relieves them of their burden and the shackles which were upon them. So, they who have believed in him, honored him, supported him and followed the light which was sent down with him - it is those who will be the successful." 7:157

The recurring debate about the celebration of the Prophet's birthday has persisted for merely a millennium, taking varying forms, sometimes severe and others more muted, causing deep divisions in the Ummah. It is imperative to strive to heal these with



By Bashir Nuckchady

the aim of uniting Muslim ranks, something that is mandated religiously and rationally.

In the present conjuncture, we are in dire need of a complete project for the revival of the Ummah, and it is not possible for any nation to revive itself, if it is busy squabbling

amongst itself, disunited. Allah says in the Quran : "And obey Allah and His Messenger; and fall into no disputes, lest ye lose heart and your power depart; and be patient and persevering: For Allah is with those who patiently persevere." 8:46

Some of these differences that we are always discussing have remained within our Ummah for centuries and they will not be removed with ease, so let us overlook them for the sake of fulfilling one of the great aims of the Islam, that is the centrality and glorification of Allah and His guidance, for the flourishing once again of creatures on this Earth and the next life.

And so, let us begin by joining the ranks of all those who fall under the pale of Islam, with one condition: that they wish to be from those who act in order to be a part of the greater, worldwide Islamic project, which is to facilitate that the Word of Allah and the Sunnah of His beloved Messenger are given their due right. And let us rather rearrange the map of conflict to be based upon this understanding.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Événement

MYF

Le Yaum-Un-Nabi célébré par le Sisters' Desk

Le 'Sisters's Desk' de la 'Muslim Youth Federation' (MYF) a célébré le Yaum-Un-Nabi au Bayt-UI-Noor à Cité Martial, Port-Louis, samedi dernier. C'est un

événement annuel qu'organise cette association. Cela a été une occasion pour sa présidente, Rahela Moniaruch, de réunir ses membres ainsi que d'autres

invités autour de la récitation des versets coraniques et des 'naats shareefs'. L'invité d'honneur à cette occasion était l'Aaleema Shamima Soobratty.



Cheese naan à La Vache qui rit et au curry de poulet

Ingrédients (4 personnes)

Pour les naans

- 320 g de farine
- 130 ml de lait tiède
- 3 cuillères à soupe de beurre fondu
- 1 petite cuillère à café de levure de boulanger sèche
- 1 cuillère à soupe d'huile de tournesol
- 1 yaourt nature brassé
- 8 portions fromage La Vache qui rit
- 1 cuillère à café de sel

Pour le curry de poulet

- 600 g de blancs de poulet
- 2 yaourts nature brassés
- 1 oignon
- 1 gousse d'ail
- 1 boîte de concentré de tomates
- 2 citrons verts
- 1 cuillère à soupe de curry
- 1 cuillère à soupe d'huile de tournesol
- Quelques branches de coriandre fraîche
- Sel, poivre

PRÉPARATION

- Pour les naans : Délayer la levure dans le lait tiède. Verser la farine dans un grand saladier et ajouter le lait avec la levure puis le beurre fondu, l'huile de tournesol, le yaourt nature brassé et le sel. Pétrir la pâte jusqu'à obtenir une texture souple. Couvrir d'un torchon et laisser lever pendant 20 min dans un endroit chaud.
- Fariner un plan de travail et découper la pâte en 4 morceaux de même poids. Rouler chaque morceau en boule et laisser reposer 5 minutes. À l'aide d'un rouleau à pâtisserie, étaler chaque boule en forme de rond ou d'ovale. Disposer 2 portions de fromage La Vache qui rit® sur chaque moitié de pâte en les écrasant légèrement. Rabattre l'autre moitié de pâte pour fermer le naan. Étaler à nouveau délicatement la pâte afin d'obtenir une galette assez fine.
- Faire chauffer une poêle anti-adhésive, sans matière grasse, et y faire cuire sur feu doux à moyen les naans sur les deux faces pendant quelques minutes.
- Réalisation du curry de poulet Détailler les blancs de poulet en cubes. Les mélanger avec le yaourt dans un saladier. Saler et poivrer. Pendant ce temps, peler et émincer l'oignon et l'ail. Faire chauffer l'huile dans une sauteuse et y faire revenir doucement l'oignon et l'ail. Ajouter le curry puis la boîte de concentré de tomates. Verser toute la préparation au poulet dans la sauteuse. Laisser mijoter pendant 25 minutes. Saler et poivrer. Presser un peu de jus de citron vert sur la préparation et parsemer de coriandre fraîche. Servir avec le reste des citrons verts coupés en quartiers et les naans bien chauds.

Pour finir

Conseil : Vous pouvez également réaliser cette recette de naans au robot ou bien à la machine à pain. Pour une viande encore plus tendre, vous pouvez laisser mariner le poulet toute la nuit au réfrigérateur. Petite astuce temps : en remplaçant la levure boulanger par ½ sachet de levure chimique, le temps de repos de la pâte passe à 20 min !



Poulet au lait de coco et poivrons

Ingrédients (4 personnes)

- 4 blancs de poulet
- 1 poivron rouge, 1 vert et 1 jaune
- 1 tige de citronnelle
- 1 gros oignon
- 2 belles échalotes
- Pâte de curry rouge et pâte de curry vert
- 500 ml de lait de coco
- 25 cl de crème fraîche allégée
- Coriandre fraîche
- Gingembre en poudre
- Huile d'arachide
- Sel



PRÉPARATION

- Éplucher et hacher les oignons et les échalotes. Les faire revenir dans 2 grosses cuillères à soupe d'huile d'arachide. Rajouter la tige de citronnelle que vous aurez préalablement écrasée pour en libérer les saveurs.
- Rajouter le poulet coupé en morceaux et les poivrons coupés en dés. Rajouter 1 cuillère à soupe de gingembre et 1 cuillère à café de pâte à curry verte ainsi que le sel et le pili-pili si vous aimez les plats épicés. Bien mélanger.
- Lorsque le poulet est cuit, rajouter le lait de coco et la crème fraîche. Bien mélanger. Rajouter les pâtes de curry vert et rouge. Personnellement, je mets 3 grosses cuillères à soupe de chaque mais je mange épicé :-) si vous êtes sensibles, mettez 1 petite cuillère à soupe de chaque. Couvrir et laisser mijoter sur feu doux pendant 45 min.

Pour finir

Servir avec du riz parfumé et parsemer de coriandre fraîche au moment de servir.

Macarons à la rose

Ingrédients (8 personnes)

- 150 g de sucre glace
- 150 g de poudre d'amande
- 110 g de blanc d'oeuf
- 150 g de sucre en poudre
- 37 g d'eau
- Colorant rouge
- Grappes de groseilles
- 100 g de chocolat blanc
- 50 g de crème fleurette
- 1 cuillère à soupe d'eau de rose



Préparation

- Battez en neige 55g de blanc d'oeuf dans le bol du robot. Versez le sucre en poudre et l'eau dans une casserole. Portez à ébullition et laissez cuire sans remuer jusqu'à ce que le sirop atteigne 118°C. Retirez-le du feu et versez-le en fin filet sur les blancs montés en neige tout en fouettant, puis continuez à fouetter pendant 10 minutes, jusqu'à ce que l'appareil ait refroidit.
- Mélangez le sucre glace avec la poudre d'amande. Ajoutez le reste de blanc d'oeuf (55g) et mélangez bien.
- Mélangez soigneusement les deux préparations avec un peu de colorant, à l'aide d'une maryse (spatule souple) jusqu'à ce que l'ensemble devienne brillant et coulant. Transférez la préparation dans une poche munie d'une douille de 10mm de diamètre et dressez les macarons sur une plaque recouverte d'une feuille sulfurisée ou d'une feuille n silicone. Tapotez les plaques pour chasser les bulles d'air et réservez à température ambiante pendant au moins 30 minutes (c'est une partie très importante, le croutage !).
- Préchauffez le four à 150°C (th 5). Enfourez la plaque et faites cuire entre 13 et 15 minutes selon la taille de vos macarons. Laissez refroidir les macarons avant de les décoller.

Pour finir

Préparez la ganache à la rose. Faites fondre le chocolat blanc au bain-marie. Portez la crème à ébullition, puis retirez-la du feu et incorporez petit à petit le chocolat et l'eau de rose. Montez vos macarons en les garnissant de ganache à la rose et d'une groseille.

Sirop de menthe fait maison



PRÉPARATION

- Lavez soigneusement la menthe, tiges et feuilles comprises. Si les tiges sont longues, coupez-les en 2 ou 3 parties.
- Portez l'eau et le sucre à ébullition dans une grande casserole. Ajoutez la menthe et laissez cuire à petits bouillons pendant 5 à 10 minutes en remuant de temps en temps. Retirez du feu et laissez refroidir à couvert.
- Filtrez l'infusion dans une passoire fine en pressant la menthe. Transvasez le sirop obtenu dans une bouteille et gardez au frais.

Ingrédients

- 750 ml eau
- 20 tiges de menthe
- 400 g sucre

Ventre plat

Les 2 aliments particulièrement efficaces pour aider à perdre la graisse

L'alimentation est très importante pour aider à perdre de la graisse abdominale, et manger deux aliments en particulier pourrait aider à avoir un ventre plat, selon des experts américains. Voici lesquels.

Vous souhaitez réduire votre graisse abdominale mais vous ne savez pas comment vous y prendre ? Pour perdre de la graisse abdominale, de nombreuses habitudes sont conseillées : avoir une bonne hygiène de vie, éviter la sédentarité, faire du sport, ou encore privilégier une alimentation riche en fibres. Quant aux protéines, seraient-elles aussi une solution pour avoir un ventre plat ?

Quels sont les bienfaits des protéines sur notre organisme ?

De nombreuses études ont déjà montré que les personnes qui consommaient plus de protéines avaient tendance à avoir moins de graisse abdominale que des personnes ne consommant que peu de protéines. Et selon des experts, manger quotidiennement deux aliments bien précis et riches en protéines permettrait de réduire la masse grasse abdominale et serait l'un des meilleurs moyens d'atteindre votre objectif de perte de poids. Dans le cadre d'un mode de vie sain et équilibré, bien évidemment.

Les protéines sont en effet essentielles à l'organisme. Ces *macronutriments* jouent un rôle structural (au niveau musculaire ou encore cutané) mais sont également impliquées dans de très nombreux processus tels que la réponse immunitaire (anticorps), le transport de l'oxygène dans l'organisme (hémoglobine), ou encore la digestion (enzymes digestives)".

Essayez ces deux aliments riches en protéines

- Les haricots noirs

Selon ces experts américains, les haricots noirs seraient des alliés minceur. Ils contiennent une tonne de nutriments dans n'importe quel repas, ce qui est utile lorsque vous essayez d'obtenir des protéines adéquates dans le cadre d'un régime à base de plantes et de réduire votre budget d'épicerie. Moins connu que le haricot vert ou rouge, le haricot noir serait particulièrement riche en protéines tout en apportant peu de calories.

Mais ses bienfaits ne s'arrêteraient pas là. En effet, cette légumineuse serait riche en fibres, ce qui permettrait d'éliminer les toxines. De plus, cela pourrait vous aider à rester rassasié après un repas, de limiter les grignotages et donc de favoriser la perte de poids. Ainsi, les experts recommandent d'ajouter une demi-tasse de haricots noirs dans vos assiettes quotidiennes. Pour optimiser ses effets, il est conseillé de manger les haricots noirs avec du riz, car il s'agirait du meilleur moyen d'absorber les 9 acides aminés essentiels.

- Le saumon

Les spécialistes recommandent également de consommer du poisson chaque semaine, ce dernier étant une source d'apport non négligeable en protéines et en bonnes graisses. Plus spécifiquement, le saumon a les faveurs des spécialistes. Il est riche en acides gras oméga-3 et en vitamine D. Manger du saumon permettrait de réduire l'inflammation, réguler la santé immunitaire et favoriser la digestion, ce qui pourrait



aider à la perte de poids.

Mais comment cuisiner le saumon pour conserver ses vertus ? Essayez une salade de saumon avec des légumes à faible teneur en glucides pour le déjeuner afin de favoriser la satiété, d'augmenter les niveaux d'énergie et d'améliorer la digestion.

Les autres aliments à privilégier pour réduire la graisse abdominale

Réduire la graisse abdominale s'inscrit dans une démarche plus globale, notamment basée sur un mode de vie sain. Ces 10 aliments peuvent agir comme des petits coups de pouce si l'on veut perdre du ventre :

- **L'avocat.** Riche en fibres et en oméga 3, ce fruit est intéressant pour le système cardiovasculaire, et a toute sa place dans le cadre d'une alimentation équilibrée.
- **La banane.** Rassasiant et riche en fibres, ce fruit favorise le transit intestinal. Sa teneur en potassium a également un effet diurétique.

- **La pomme.** L'effet coupe-faim de ce fruit est en fait un allié lorsque l'on veut perdre du poids.
- **L'artichaut.** Ce légume est rassasiant et a un effet diurétique.
- **L'huile d'olive.** En plus de ses nombreux bienfaits santé, elle facilite également la digestion.
- **Le céleri.** Composé à 95%, ce légume a des propriétés diurétiques et digestives. Il a un effet coupe-faim mais aide aussi à éliminer les sucres et des graisses, en désinfiltrant les tissus.
- **L'oeuf.** Les aliments riches en protéines comme l'oeuf peuvent être efficaces pour avoir un ventre plat.
- **Le haricot blanc.** Riche en fibres, le haricot blanc favorise la sensation de satiété et régule l'insuline.
- **Le citron.** Ce fruit énergisant car riche en vitamine C peut aider à diminuer la graisse abdominale.

Colorations des cheveux : Les couleurs tendance

- **Le Vanilla Chai :** un type de blond contrasté pour ajouter de la dimension à la chevelure. Les racines restent foncées et sur les longueurs, on mise sur un blond cendré mélangé à des notes de brun.
- **Le Jet brunette :** Un brun chocolat intense à la croisée des chemins entre le noir de jais et le marron qui vient l'adoucir pour obtenir une couleur tout en dimension.
- **Le Bropper** combine deux couleurs très en vogue qui se fondent très bien ensemble, le brun chocolat et le roux (brown and copper en anglais, d'où son nom). Il se différencie du cuivre en mélangeant des tons bruns naturels, avec des nuances dorées et rouges. Cette coloration a été adoptée par de nombreuses célébrités dernièrement d'Emily Ratajkowski à Iris Mittenaere.
- **Le Scandinavian Hairline :** Cette coloration tendance consiste à ne colorer que de très petites sections de cheveux au niveau de la racine, aussi connu sous le nom de «baby hair», pour illuminer le visage.
- **Le Hair tan :** Cette couleur est généralement la tendance cette saison. Elle a été pensée littéralement comme un bronzage pour les cheveux. Le but : donner un effet soleil et sublimer un teint hâlé. La technique consiste à éclaircir les longueurs avec des reflets fondus et naturels.



La star du Real Madrid Vinicius Jr entendue par une juge



La star brésilienne du Real Madrid Vinicius a été reçue par une juge jeudi à Valence dans le cadre de l'enquête sur les insultes racistes proférées contre lui lors d'un match de championnat qui s'est tenu dans la même ville le 21 mai dernier.

L'audience s'est déroulée par vidéo-conférence depuis un tribunal de Madrid, où s'est rendu jeudi matin l'attaquant, vêtu d'une chemise blanche et d'un pantalon sombre, selon un journaliste de l'AFP présent sur place.

Il est reparti après son témoignage, à huis clos, sans dire un mot à la presse qui l'attendait devant le tribunal.

Selon des médias locaux, Vinicius a expliqué à la juge s'être senti "offensé" par les insultes qu'il a reçues ce jour-là au stade. Il a répété que les insultes portaient "sur sa couleur de peau", assurent la presse espagnole.

S'il ne nie pas les faits, le club de Valence a fait part de "sa surprise" et "son indignation" quant à la déclaration du Brésilien, exigeant qu'il "la rectifie publiquement", pour ne pas stigmatiser la totalité du public valencien.

"Le racisme n'a pas sa place ni dans le football ni dans la société, mais on ne peut pas le combattre avec des fausses idées et des mensonges infondés" a écrit le club, qui considère que Vinicius vise injustement "tout le stade de Mestalla" dans sa déclaration.

L'attaquant merengue, régulièrement ciblé dans les stades de foot, avait affirmé avoir été insulté par le public le 21 mai, dans l'enceinte de Mestalla, à Valence, lors de cette rencontre perdue 1-0 par le Real. Vers la 70e minute de jeu, il avait pointé du doigt un supporter, puis des joueurs étaient allés rapporter les faits à l'arbitre. Vinicius disait avoir été qualifié de "singe" par des supporters adverses.

Lewandowski souffre d'une "entorse à la cheville", le Clasico s'éloigne

Sorti après 34 minutes de jeu contre Porto mercredi, l'attaquant du FC Barcelone souffre d'une «entorse à la cheville» annonce le club catalan. Il est forfait pour affronter Grenade ce week-end, mais pourrait être absent jusqu'à 1 mois, et ainsi manquer le Clasico.



L'attaquant polonais a quitté ses partenaires après 34 minutes de jeu mercredi lors de la rencontre de Ligue des champions à Porto (1-0) après avoir reçu un coup à la cheville.

Il n'y aura pas de déplacement en Andalousie pour le joueur de 35 ans, qui n'ira pas à Grenade ce week-end. A priori, la mission 'qualification pour l'Euro' se fera sans lui également pour la Pologne, qui affronte les Îles Féroé (le 12/10) et la Moldavie (le 15/10).

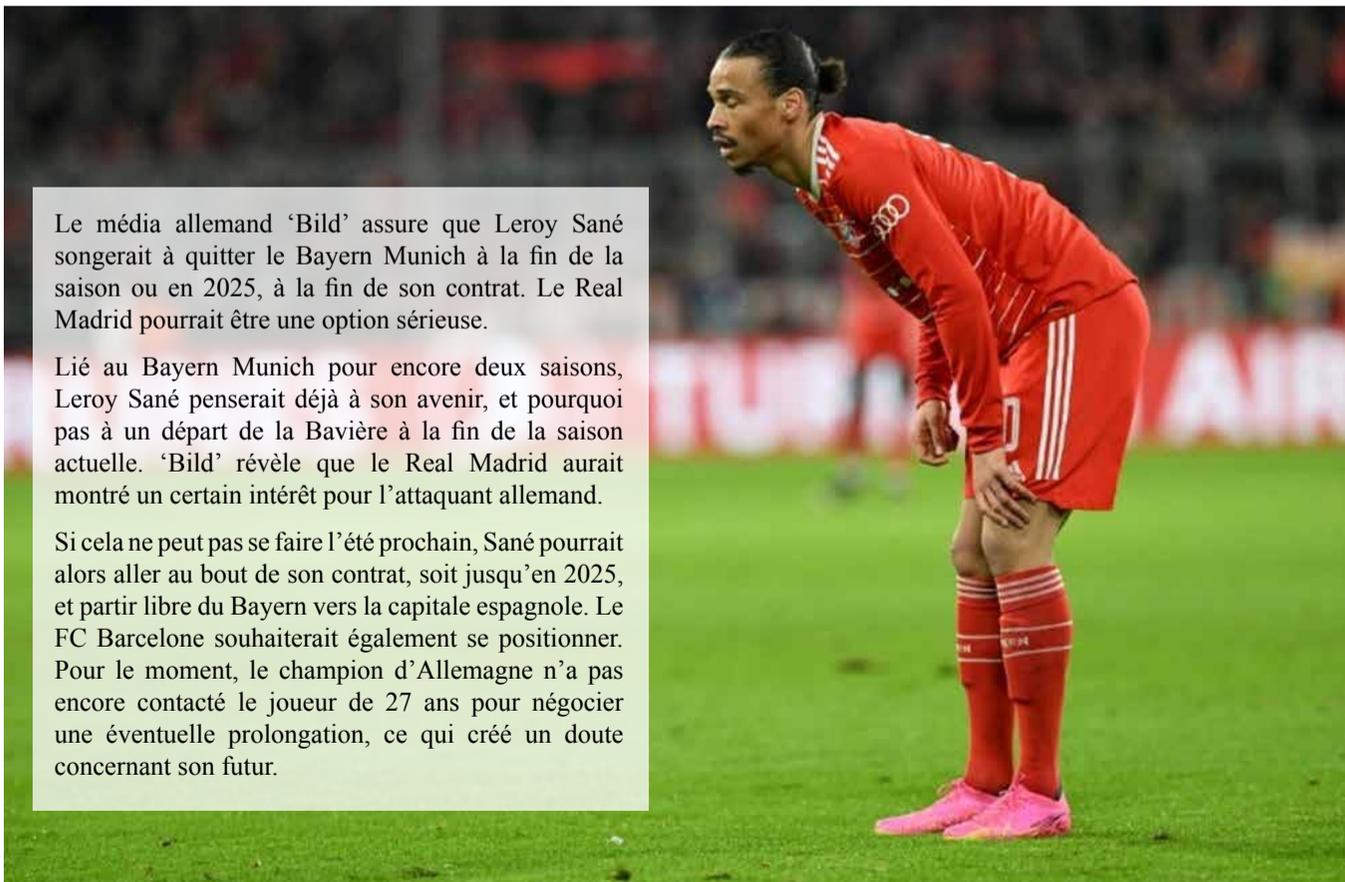
'Sport' annonce même que le Clasico du 28 octobre à Montjuic face au Real Madrid pourrait être juste car une blessure comme celle-ci peut l'éloigner des terrains un mois entier.

L'UEFA dévoile l'équipe type de la 2e journée de Ligue des champions

Comme après chaque journée de Ligue des champions, l'UEFA a dévoilé les 11 joueurs ayant le plus ébloui l'Europe. Non retenu après son but contre l'Union Berlin, Jude Bellingham a cette fois-ci été choisi.

Cette 2e journée de la phase de groupe de Ligue des champions a offert de véritables matches d'anthologie en Europe cette semaine. Le Shakhtar, la Lazio, l'Atlético, Braga, le Real Madrid, Lens, le Bayern Munich ou encore Galatasaray se sont imposés en ayant été mené au score au moins une fois.

Leroy Sané voit son avenir loin du Bayern Munich



Le média allemand 'Bild' assure que Leroy Sané songerait à quitter le Bayern Munich à la fin de la saison ou en 2025, à la fin de son contrat. Le Real Madrid pourrait être une option sérieuse.

Lié au Bayern Munich pour encore deux saisons, Leroy Sané penserait déjà à son avenir, et pourquoi pas à un départ de la Bavière à la fin de la saison actuelle. 'Bild' révèle que le Real Madrid aurait montré un certain intérêt pour l'attaquant allemand.

Si cela ne peut pas se faire l'été prochain, Sané pourrait alors aller au bout de son contrat, soit jusqu'en 2025, et partir libre du Bayern vers la capitale espagnole. Le FC Barcelone souhaiterait également se positionner. Pour le moment, le champion d'Allemagne n'a pas encore contacté le joueur de 27 ans pour négocier une éventuelle prolongation, ce qui crée un doute concernant son futur.

SUNDAY
TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :
Zahirah Radha

Publicités

E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)



Schneiderlin rebondit en Grèce

À 33 ans et alors qu'il était libre de tout contrat, Morgan Schneiderlin vient de s'engager en faveur du Kifisia FC, en D1 grecque.

Après quelques mois passés en Australie du côté des Western Sydney Wanderers, Morgan Schneiderlin fait son retour en Europe pour signer en première division grecque.

Le joueur de 33 ans vient de s'engager en faveur du Kifisia FC, 10e du championnat grec.

«Le Kifisia FC annonce l'acquisition de Morgan Schneiderlin, qui évolue au poste de milieu de terrain

défensif. La nouvelle recrue a connu une grande carrière en France et en Angleterre, avec 200 apparitions en Premier League pour Southampton, Manchester United et Everton. Le Kifisia FC lui souhaite la bienvenue dans sa famille, une bonne santé et beaucoup de succès», peut-on lire dans le communiqué de la formation grecque.

Schneiderlin était libre de tout contrat après avoir résilié son contrat avec le club turc de Konyaspor pour «raisons personnelles» seulement neuf jours après y avoir signé.

Jérôme Boateng proche d'un retour au Bayern Munich

Libre de tout contrat depuis son départ de l'Olympique Lyonnais, Jérôme Boateng a fait son retour à l'entraînement du Bayern Munich dimanche. Il devrait s'engager à court terme avec le club bavarois.

La dernière apparition de Jérôme Boateng sur un terrain de football n'était pas le meilleur match de sa carrière, le 3 juin dernier. Pour son dernier match sous les couleurs de Lyon avant la fin de son contrat, le défenseur avait inscrit un but contre son camp, subit trois buts de l'OGC Nice, et était sorti à la pause.

Depuis, l'Allemand n'a toujours pas retrouvé de club, mais ne compte pas mettre un terme à sa carrière à 35 ans. La preuve : il est de retour à l'entraînement

avec... le Bayern Munich ! Dans un communiqué, le club bavarois a annoncé que «Jerome Boateng, double vainqueur du triplé, a participé à une séance d'entraînement à la Säbener Straße» et «continuera à s'entraîner à la Säbener Straße dans les jours à venir.»

D'après les dernières informations, il devrait s'engager avec le Bayern pour un contrat à court terme. Sans Matthijs de Ligt, blessé, les Munichois ont galéré défensivement à Leipzig samedi (2-2). Pour rappel, Boateng a été condamné par le tribunal régional de Munich à une amende de 1,2 million d'euros pour coups et blessures sur son ex-compagne en décembre dernier et va être rejugé pour «coups, blessures et injures».



L'Arabie saoudite candidate pour accueillir la Coupe du monde 2034



Après l'annonce des pays hôtes pour la Coupe du monde 2030, l'Arabie saoudite s'est déclarée mercredi candidate à accueillir le Mondial 2034 sur son territoire.

L'attractivité de l'Arabie saoudite a considérablement évolué ces derniers mois avec l'arrivée de joueurs majeurs dans son championnat, tels que Cristiano Ronaldo, Karim Benzema, N'Golo Kanté ou encore Riyad Mahrez. La Fédération saoudienne

veut marquer un peu plus les esprits dans le football mondial et déclaré être candidate à l'accueil de la Coupe du monde 2034.

«La volonté du Royaume d'accueillir la Coupe du Monde 2034 est le reflet de la renaissance globale qu'il a réalisée à tous les niveaux et qui en a fait un centre de leadership et une interface internationale pour accueillir le plus grand et le plus important événement mondial» peut-on lire dans un communiqué.

OFFICIEL : Papu Gomez retrouve un club en Italie

Le 15e de Série A, Monza, a annoncé officiellement l'arrivée du champion du monde argentin Papu Gomez pour la saison en cours, quelques jours après que le joueur ait révélé «envisager de prendre sa retraite».

C'est officiel : Papu Gomez jouera au football après avoir signé un contrat d'une saison avec l'AC Monza, actuel 15e de Série A, jusqu'au 30 juin 2024. L'Argentin songeait à prendre sa retraite ces derniers jours si aucune offre intéressante ne pointait le bout de son nez.

Le joueur de 35 ans avait annoncé dans un média italien il y a quelques jours : «J'attends la bonne occasion. Si elle ne se présente pas, je pourrais envisager de prendre ma retraite».

«Je veux revenir à Bergame pour ressentir à nouveau l'affection des



supporters de l'Atalanta» avait-il lancé, pour tenter de retrouver l'équipe dans laquelle il a brillé entre 2014 et 2021.

Finalement, c'est à une petite heure au sud-ouest de Bergame, à Monza, qu'il retrouvera les terrains.

OFFICIEL : Le Mondial 2030 aura lieu dans 6 pays différents



La FIFA vient d'annoncer que le Mondial 2030 se déroulera dans six pays et trois continents, sous une forme encore inédite. L'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, l'Espagne, le Portugal et le Maroc sont les heureux élus.

La Coupe du Monde 2030 aura bien lieu en Amérique du Sud, 16 ans après le dernier Mondial sur le continent, au Brésil en 2014. Mais l'Europe et l'Afrique auront leur part du gâteau, vient d'annoncer la FIFA.

L'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, qui ont présenté une candidature commune pour organiser la plus grande des compétitions du football mondial, accueilleront les premiers matchs de leur pays lors du Mondial 2030.

Une information dévoilée un peu plus tôt ce mercredi par Chiqui Tapia, le président de la fédération Argentine de football : «notre pays aura la fierté d'être l'hôte du premier match de l'Argentine lors du Mondial 2030». En clair, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay débiteront la compétition à domicile, à l'image de l'Italie, Angleterre, Allemagne ou encore Danemark lors de l'Euro 2021.

Qu'en est-il du reste de la compétition ? Selon plusieurs médias espagnols, le reste des matchs sera divisé dans trois autres pays : le Maroc accueillerait 4 ou 5 matchs, le Portugal 3 matchs et l'Espagne 10 matchs dont la finale. Pour l'instant, la FIFA n'a pas communiqué son choix pour l'organisation du Mondial centenaire, 100 ans après le premier Mondial de l'histoire.

Tsunoda avertit : les vibreurs de Losail vont "détruire les planchers"

D'après Yuki Tsunoda, les pilotes vont devoir se méfier des vibreurs de la piste de Losail.

La Formule 1 fait son retour à Losail ce week-end pour la deuxième édition du Grand Prix du Qatar, sur une piste qui a été intégralement refaite à neuf – et il ne s'agit pas seulement de l'asphalte mais aussi, notamment, des vibreurs.

Ces modifications ont été réalisées dans le contexte de la course inaugurale en 2021, où Valtteri Bottas, Nicholas Latifi et George Russell ont tous trois été victimes de crevaisons provoquées par des passages répétés sur les vibreurs. Cependant, la manière dont ces derniers ont été modifiés ne rassure manifestement pas le paddock.

En effet, Yuki Tsunoda trouve les nouveaux vibreurs trop agressifs pour les nouvelles monoplaces à effet de sol, qui roulent avec une hauteur de caisse très faible. Le Japonais déclare ainsi que la nouvelle version de la piste de Losail va «détruire les planchers», à tel point que «tous les ingénieurs sont inquiets».

Tsunoda précise : «On dirait qu'ils ont modifié les vibreurs agressifs. Ici, il y a toujours des histoires avec les limites de la piste, mais ils ont rendu les vibreurs encore pires, car quand on va dépasser la ligne blanche, on va être vraiment pénalisé – manifestement par un risque élevé de dégâts sur la voiture.»

D'après le pilote AlphaTauri, c'est «la marche entre le vibreur et le bas-côté» qui cause ce risque : «Rouler sur le vibreur ne sera pas un problème, mais une fois qu'on en descend, ça fait un effet toboggan. Ce n'est pas régulier du tout, et en pilotant ici, avec des virages si rapides où la voiture roule vraiment bas, ça va être dur. Ne serait-ce qu'une [sortie] sera très coûteuse, à mon avis.»



Amical mais ferme, Luca de Meo a remotivé les troupes chez Alpine



Un discours amical mais ferme du PDG de Renault Luca de Meo a remotivé les troupes à Enstone, d'après Esteban Ocon.

Pour 2023, Alpine avait pour objectif de conserver la quatrième place au championnat des constructeurs tout en réduisant l'écart sur Red Bull, Ferrari et Mercedes. Cependant, l'écurie anglo-française a chuté au sixième rang derrière Aston Martin et McLaren.

Otmar Szafnauer, directeur d'équipe, et Alan Permane, directeur sportif de longue date, ont quitté l'écurie, rapportant des désaccords avec les dirigeants de Renault sur les délais nécessaires pour atteindre le succès. PDG d'Alpine, Laurent Rossi a été écarté vers des «projets spéciaux» tandis que le directeur technique Nick Chester a signé avec Williams pour 2024. Alpine a par ailleurs sondé les autres équipes pour savoir s'il serait

possible d'avoir une dérogation quant à la performance de son unité de puissance, qui aurait jusqu'à 30 ch de déficit sur la concurrence.

C'est dans ce contexte que Luca de Meo, PDG du groupe Renault, s'est rendu à l'usine d'Enstone la semaine dernière, afin de s'adresser au personnel – y compris celui du département moteur à Viry-Châtillon, qui était présent par visioconférence. Selon les sources de Motorsport.com, bien que De Meo ne se soit pas privé de dire ses quatre vérités sur les progrès nécessaires, son discours a motivé l'équipe.

Esteban Ocon le confirme : «J'avais des réunions sur la performance ce jour-là. J'ai évidemment assisté à ce discours de Luca. Luca est venu réaffirmer (sic) et motiver tout le monde dans l'usine. C'est bien qu'il soit venu nous voir. Il a répondu à beaucoup de questions de tout le monde.»

Premier League

Arsenal vs Manchester City

Duel de choc en perspective

Premier League, qui se tiendra ce dimanche, verra l'équipe hôte, Arsenal, monter sur le terrain face à Manchester City.

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à l'Emirates Stadium (Londres) sera donné le dimanche 8 octobre 2023 à 19h30. Avant la rencontre, Arsenal est classé à la 3ème place du Championnat d'Angleterre et Manchester City à la 1ère. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 148 fois depuis 1931, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Arsenal le dimanche 6 août 2023 (Community Shield - Community Shield : 1-1).

Suite à sa défaite 2-1 contre Lens en Champions League, lors de sa dernière confrontation, **Arsenal** va essayer de réaliser une bien meilleure prestation.

Lors du match précédent, Arsenal affichait un taux de possession de balle de 67% et 8 tirs au but dont 6 cadrés. Gabriel Jesus (14') a été le buteur pour Arsenal. Dans le camp adverse, Lens, a obtenu 10 tirs au but dont 3 cadrés. Adrien Thomasson (25') et Elye Wahi (69') a marqué pour Lens.

Les résultats récents permettent de constater que la défense de Arsenal a clairement montré son talent. Lors de ses six affrontements antérieurs, Arsenal a bien défendu à l'arrière, n'ayant encaissé que 4 buts en tout et pour tout. On aura tout le loisir de voir si cette tendance va réellement être maintenue ici.

Les dernières statistiques montrent que Arsenal:

- n'a pas gagné contre Manchester City au cours de leurs 15 matchs précédents de championnat. Une série catastrophique sans la moindre victoire.
- n'a subi aucune défaite lors de ses 5 matchs précédents de championnat dans son stade.

précédente, Manchester City avait enregistré un taux de possession de balle de 68% et 18 tentatives de tir au but dont 5 cadrés. Du côté de Manchester City, les buteurs étaient Phil Foden (25'), Julián Álvarez (84') et Jérémy Doku (92'). En face, le RB Leipzig, a eu 3 tirs au but dont 1 cadré. Loïs Openda (48') a marqué pour le RB Leipzig.

Les statistiques ne mentent pas et a encaissé lors de 5 de ses 6 derniers matchs, en ayant laissé filer 6 buts en tout et pour tout. Défensivement, Manchester City n'a pas été très efficace.

Précédemment, Manchester City n'a pas enregistré la moindre défaite Arsenal lors des 7 affrontements précédents de championnat en dehors de son stade. Les supporters qui se sont déplacés ont pris plaisir à regarder ces duels.

Si on se penche sur les résultats précédents entre ces deux clubs, en remontant jusqu'au 28/08/2021, on s'aperçoit que ces matchs ont été pénibles pour Arsenal qui a été incapable d'obtenir une seule victoire alors que Manchester City a complètement pris le dessus et a remporté 83 pour cent de ces matchs.

Dans l'ensemble, ces deux équipes ont réussi à inscrire 20 buts lors de ces duels, répartis comme suit : 4 au profit de Arsenal et 16 pour Manchester City. Cela nous donne une moyenne de 3.33 buts par match.

Étant donné que son groupe est assez solide, Mikel Arteta, le coach de Arsenal, n'a seulement qu'un tout petit souci qu'il doit gérer en ce qui concerne la condition physique de son équipe. Jurrien Timber sera absent pour ce match. Hormis ce dernier, son effectif actuel est au complet.

À l'occasion de cette rencontre, il est fort probable que Arsenal décide de commencer le match avec un dispositif en 4-3-3 et fasse monter David Raya, Ben White, William Saliba, Gabriel, Oleksandr Zinchenko, Martin Ødegaard, Declan Rice, Fábio Vieira, Gabriel Jesus, Edward Nketiah et Leandro Trossard.

Le manager de Manchester City, Pep Guardiola, n'a que très peu d'options dans son noyau. Zack Steffen, Kevin De Bruyne et John Stones ne figureront pas sur la feuille de match.

Il est fort probable que Manchester City favorise un schéma tactique en 4-2-3-1 et aligne Ederson, Kyle Walker, Manuel Akanji, Ruben Dias, Nathan Aké, Matheus Nunes, Mateo Kovacic, Phil Foden, Julián Álvarez, Jérémy Doku et Erling Haaland.

Manchester City se prépare à jouer cette confrontation suite à sa victoire contre le RB Leipzig sur le score de 1-3 en Champions League au cours de sa précédente rencontre.

Lors de la rencontre

